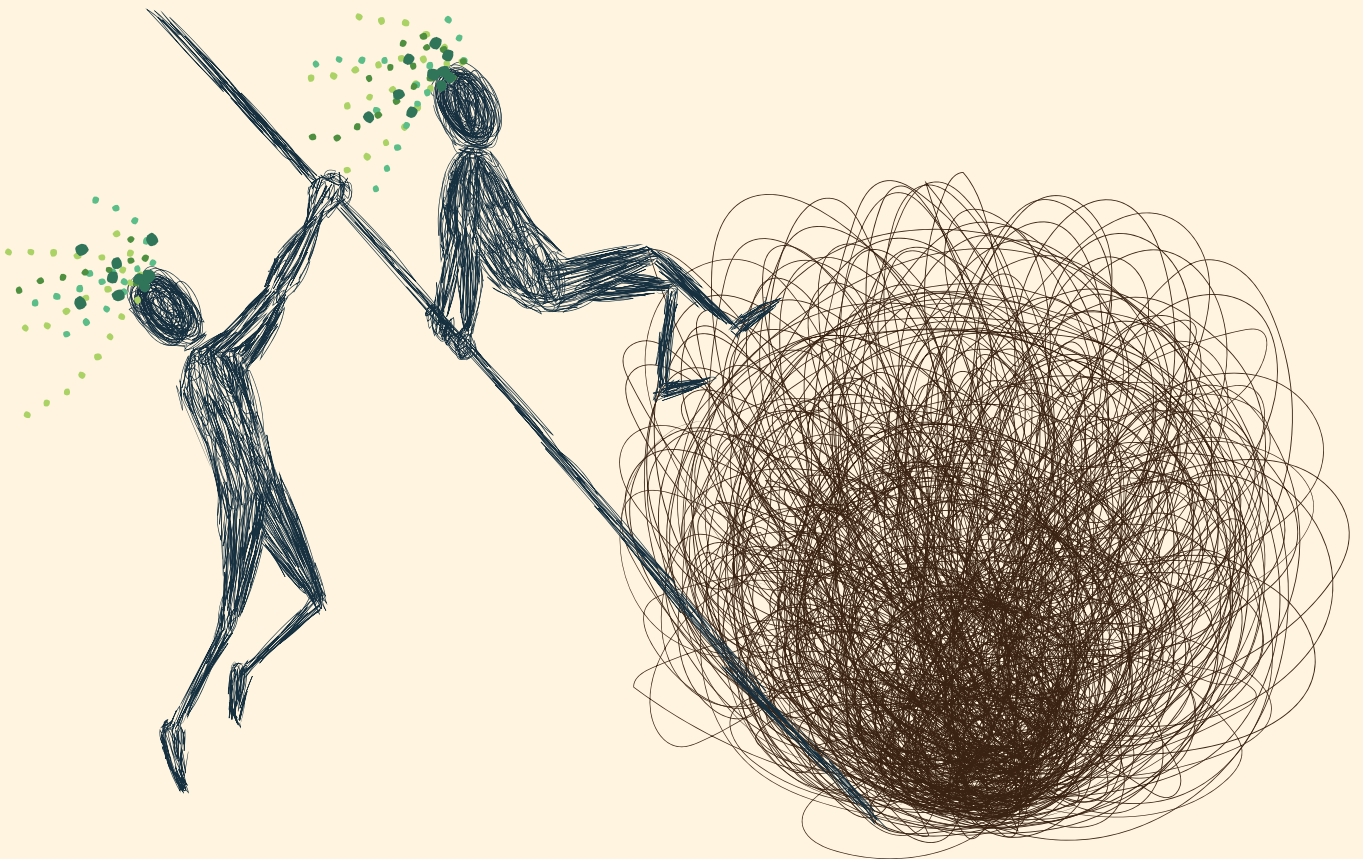


Consommation durable | Salomé Deguelle et Karin Dubois

Vers une. transition écologique **et** solidaire

Faire sauter les freins
Répondre aux besoins des transitionneurs
et des personnes en situation précaire





: lien consultable ou téléchargeable

Introduction	05
I. Pistes et conseils pour monter un projet écologique et solidaire	06
A. Élargir son groupe aux personnes en situation précaire	06
a. Les canaux d'informations sollicités par les personnes en situation précaire	06
b. Réseauter vers les personnes mobilisées au sein de l'associatif	07
c. Ancrer sa communication sur un réseau local pour toucher les personnes non mobilisées au sein de l'associatif	08
B. Les projets d'appel pour attirer l'attention des précarisés	09
a. Le confort énergétique des précarisés	11
b. La mise en place d'un service d'aide administrative/informatique	15
c. La mise sur pied d'un soutien scolaire	18
C. Tacler les freins vécus par les personnes en situation précaire	18
a. Quelques pistes en matière de mobilité	19
b. Le prix des activités, des choses	22
c. Socialiser sans avoir peur de perdre ses droits aux indemnités (chômage, mutuelle)	23
d. La garde des enfants	24
D. Communiquer avec les précarisés et les mettre en confiance	25
a. Sur la forme	25
b. Sur le fond – Parler de la transition écologique avec des personnes précarisées	25
E. Co-construire avec les précaires	30
a. L'analyse des situations insatisfaisantes	31
b. Le cercle des valeurs et des idées	33
c. Complétez les phrases	34
F. Recruter des bénévoles	35
G. Trouver du financement	37
a. Le Crowdfunding	37
b. Les Fondations	42
c. Les budgets participatifs	45
d. La récolte de fonds avec déduction fiscale	45
II. Que retenir ?	46
Conclusion	49
Annexe	53
Liste des communes disposant d'un PCS – Plan de Cohésion Sociale.	53

INTRODUCTION

Dans la première analyse consacrée aux activités dites de transition initiées par des citoyens, nous nous sommes penchés sur des éléments de réflexions portant sur le rapprochement entre d'une part les initiatives de transition existantes et d'autre part les personnes vivant une forme de précarité (quelle qu'en soit la forme – problèmes financiers, de logement, d'accès aux soins de santé, isolement, etc.). Toute cette réflexion nous a conduit à mener des enquêtes en Wallonie et à Bruxelles auprès de ces deux publics, particulièrement sur la place qu'occupent actuellement les personnes vivant une forme de précarité au sein du réseau en Transition et sur les freins ressentis tant par les transitionneurs que par les personnes en difficulté.

Dans cette seconde analyse – davantage conçue sous forme de guide –, nous nous donnons pour objectif de soulever ces freins et de répondre aux besoins exprimés par les transitionneurs et les personnes vivant l'insécurité ou l'inconfort au quotidien et de fournir – autant que faire se peut – à tout citoyen désireux de porter un projet écologique et solidaire une série d'informations pratiques.

Quand nous avons demandé aux transitionneurs s'ils ressentaient le besoin d'être aidés pour faire de leur initiative axée sur l'écologie un projet socialement plus juste, un tiers d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Nous leur avons demandé alors de préciser leurs besoins et leurs questionnements que nous exposons ci-dessous. Ils sont à la recherche :

- de solutions pour répondre aux besoins des personnes en situation précaire ;
- de contacts avec l'associatif qui travaille avec des personnes en situation précaire afin d'envisager des ponts entre les deux types de projets : « comment favoriser la rencontre entre ces deux mondes ? », « comment mettre sur pied un réseautage » ;
- d'une formation sur la façon d'être pour être plus inclusifs : « une formation pour être mieux outillé afin qu'une personne en situation précaire trouve un cadre de sécurité dans l'initiative. ». Comment co-construire ? ;
- de conseils en matière de communication ;
 - ▶ Par quel biais ? quels canaux de diffusion ? Certains voudraient savoir « comment attirer d'autres personnes, qui en général ne viendraient pas », comment avoir « plus de relais pour toutes nos activités au niveau local (commune, centre culturel, etc.), pour pouvoir toucher plus de monde ».
 - ▶ De quelle manière communiquer ?
- d'outils informatifs, destinés à des publics variés et démontrant l'intérêt de se mettre en transition ».

Du côté des personnes en situation précaire des besoins spécifiques ont aussi été mis en évidence. Ils touchent à leur confort énergétique, au soutien scolaire, aux aides administratives, à la mobilité, à la garde des enfants et aux droits aux allocations.

C'est donc à l'ensemble de ces besoins (ceux des transitionneurs et ceux des personnes en situation précaire) que nous tenterons de répondre dans cette seconde analyse consacrée aux projets écologiques et solidaires. Et bien que cela n'ait pas été particulièrement réclamé, nous avons consacré un chapitre de cette publication à la recherche de financement.

Des idées de projets inspirants ont aussi été sollicités par les transitionneurs et ceux-ci feront l'objet d'une troisième publication.

I. PISTES ET CONSEILS POUR MONTER UN PROJET ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

A. Élargir son groupe aux personnes en situation précaire

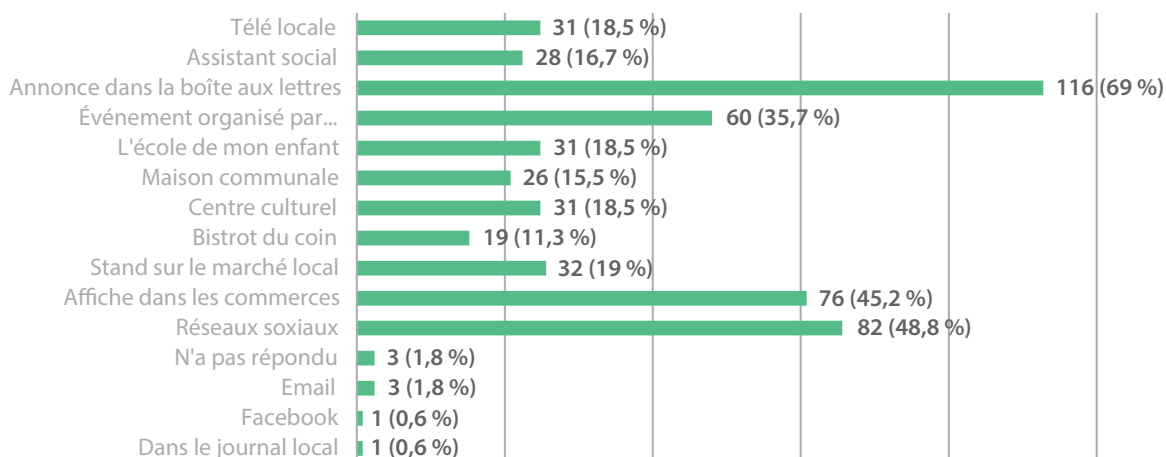
L'enquête menée auprès du réseau en Transition a mis en évidence la volonté de certains d'entre eux de s'ouvrir aux personnes fragilisées sur le plan social et/ou économique. Mais beaucoup s'interrogent sur la manière d'atteindre ce public afin de les inviter à construire ensemble un projet citoyen : quels canaux d'information utiliser et vers qui élargir son réseau de relations ?

a. Les canaux d'informations sollicités par les personnes en situation précaire

La question de la communication étant cruciale, nous avons posé clairement la question à toutes les personnes en situation précaire qui ont accepté de répondre à nos questions en Région bruxelloise et en Wallonie.

Ainsi, pour leur faire savoir qu'un projet citoyen se met en place dans leur ville ou leur village, les canaux d'information les plus efficaces sont selon eux :

- une annonce dans la boîte aux lettres pour 69 % d'entre eux. C'est à n'en point douter la méthode la plus fastidieuse mais la plus sollicitée.
- les réseaux sociaux sollicités par 48,8 % des personnes
- Vient ensuite l'option des affiches dans les commerces pour 45,2 %.
- un évènement organisé par/dans la commune reste une très belle opportunité de communication pour 35,7 % des personnes interrogées.
- un stand sur un marché local est proposé par un cinquième des interviewés. C'est peu et portant, le contact humain, il n'y a rien de tel ! On peut plus facilement accrocher le public par une communication orale adaptée à l'interlocuteur qu'à l'écrit. Cette option mérite donc d'être gardée à l'esprit.
- viennent ensuite à égalité :
 - ▶ la télévision locale (18,5 %)
 - ▶ l'école de mon enfant (18,5 %)
- suivis de près par :
 - ▶ l'assistant.e social du CPAS (16,7 %)
 - ▶ la maison communale (15,5 %)
 - ▶ le bistrot du coin (11,3 %)



b. Réseauter vers les personnes mobilisées au sein de l'associatif

Outre les canaux sollicités par les personnes en situation précaire, il est également envisageable de s'appuyer sur une association qui travaille au quotidien avec un public fragilisé et d'envisager une collaboration. C'est l'option suggérée par un transitionneur qui déclarait avoir fait émerger un projet à partir d'une institution sociale. Mais la question qui se pose le plus fréquemment est : comment trouver les associations dans sa région ? Voici quelques pistes pour en trouver :

- Il y a le fameux Guide social. Toutes les associations n'y sont pas représentées puisqu'il faut payer une cotisation pour être visible sur le site, mais c'est un très bon début pour entamer des recherches. <https://pro.guidesocial.be/>.
- Le site Give a day dispose aussi d'un répertoire pour trouver une association près de chez vous : Des annonces de bénévolat ou volontariat pour les bénévoles et les associations (giveaday.be)
- Les centres d'information jeunesse disposent aussi de bons inventaires associatifs à destination des jeunes de moins de vingt-six ans. Pour les trouver : <https://inforjeunes.be/>
- Les sites internet des communes mais ce n'est pas gagné. Si seulement toutes les communes étaient aussi bien organisées que celle de Schaerbeek pour mettre en valeur l'associatif, ça nous faciliterait les choses. Guide des associations et services | Schaerbeek (1030.be)
- N'oubliez pas les associations axées sur l'alphabétisation et l'apprentissage du français. Ce sont des relais incontournables pour informer et mobiliser les personnes qui ne pourront pas lire vos flyers et affiches. Les plus connus sont les centres Lire et écrire : Trouver un lieu d'alphabétisation - Lire et Écrire (lire-et-ecrire.be). Mais pas que ! Vous trouverez aussi une multitude d'adresses dans le répertoire bruxellois de l'alphabétisation et du FLE : Répertoire Associatif Bruxellois de l'alphabétisation et du FLE (alpha-fle.brussels) si vous vivez dans cette région. Pour la Wallonie, pour pouvez aussi faire une recherche dans le guide social en utilisant le mot-clé « alphabétisation et école de devoirs »
- Enfin, vous pouvez aussi faire votre recherche sur <http://www.ejustice.just.fgov.be/vzw/vzwf.htm> à l'aide d'un code postal et d'un mot-clé, mais ce site n'a pas été actualisé depuis 2003.

Ceci dit, même si s'appuyer sur une association ou une institution existante est avantageux pour diverses raisons, il a ses limites : cela vous prive notamment de toutes ces personnes –actives ou non– qui ne sont pas mobilisées dans une association comme les pensionnés, les étudiants, les travailleurs, les personnes en formation, etc.

D'autres stratégies doivent donc aussi être envisagées.

c. Ancrer sa communication sur un réseau local pour toucher les personnes non mobilisées au sein de l'associatif

Contrairement au point précédent, l'idée n'est pas ici de capter le public mobilisé dans l'associatif en imaginant une collaboration avec l'institution intéressée, mais bien d'élargir vos canaux d'informations.

Appuyez-vous sur des acteurs qui partagent vos valeurs et vous aideront à communiquer vers divers publics ; apportez-y des flyers, des affiches (en privilégiant des illustrations claires et en évitant des textes longs qui rebutent). Demandez-leur de relayer vos posts sur leurs réseaux sociaux. Mieux, demandez à rencontrer leurs publics, travailleurs, apprenants, etc. pour leur exposer pendant dix minutes votre idée de construction d'un projet collectif.

Et si vous avez suffisamment de main d'œuvre et d'énergie humaine à disposition, vous pourriez songer à une invitation cadeau comme attacher des graines à votre carton pour faire germer des fleurs, des légumes et peut-être des idées...

Outre les pistes proposées au point précédent pour trouver une association, n'hésitez pas non plus à vous orienter vers :

- g. les acteurs de l'Économie sociale. Vous les trouverez sur : Annuaire de l'Économie Sociale (economiesociale.be)
- h. les CISP – centre d'insertion par le travail – <https://www.interfedebel.be/le-secteur-cisp/trouver-un-cisp/>
- i. et bien sûr, n'hésitez pas à trouver des collectifs citoyens existant près de chez vous (GAC & AMAP, potagers collectifs, SEL, RES, Repair Café, etc. grâce à la cartographie du site du Réseau des Collectifs en Recherche de Résilience : <https://asblrcr.be/cartographie/>)
- j. d'autres acteurs peuvent également être utiles pour diffuser vos informations. Repérez les espaces publics numériques EPN Trouver un EPN – EPN Ressources (epndewallonie.be), les maisons de quartier, les maisons de jeunes, les mouvements de jeunesse, les consultations ONE, les foyers et centres culturels, les mutualités, les maisons médicales, les centres de planning familial, les syndicats, les bibliothèques, les centres sportifs, les comités organisant des fêtes locales ainsi que les commerces locaux.

Profitez de vos prises de contact pour négocier la mise à disposition d'une salle pour les réunions de votre nouveau groupe. Il vous faut un lieu neutre, le plus proche possible des personnes qui ont des problèmes de mobilité.

De manière plus classique, pour mobiliser de nouvelles personnes, vous pouvez aussi :

- k. contacter la presse locale,
- l. utiliser les réseaux sociaux

- m. installer un stand sur un marché pour toucher un public non connecté.
- n. vous faire connaître auprès du PCS -Plan de Cohésion Sociale- de votre commune s'il y en a un. Pour le savoir, nous vous invitons à consulter en annexe la liste des communes disposant d'un PCS avec les pages web correspondantes¹.
- o. collaborer avec la commune, mais c'est moins évident. Même si nos institutions locales disposent d'un Bulletin ou d'un Journal communal, il n'est pas facile cependant d'y insérer une information. Des communes peuvent en effet se montrer exigeantes. Sur le site de la commune de Waterloo, par exemple, on peut y lire que :
 - « Les insertions dans le Waterloo info sont réservées aux ASBL dont le siège social est établi à Waterloo. Nous ne publions aucune annonce à caractère commercial.
 - Avant toute première insertion, il vous est demandé de bien vouloir envoyer une copie des statuts publiés au Moniteur belge. Cette démarche ne devra être accomplie qu'une seule fois par an. Elle est destinée à nous assurer que l'organisme demandant une insertion dispose d'une personnalité juridique, à nous permettre d'identifier clairement ses membres effectifs et à vérifier que la demande introduite n'a pas de caractère commercial.
 - De même, lorsqu'il s'agit d'activités organisées pour les enfants, nous demandons une copie de l'agrément ONE, ainsi qu'une attestation prouvant que l'ASBL organisatrice est en ordre d'assurance pour les activités projetées et aux dates envisagées »².

Notre enquête menée auprès de cent-soixante-huit personnes en Wallonie et à Bruxelles nous montre que le bulletin communal n'est pas un outil d'information fort sollicité par les personnes en situation précaire. On privilégiera donc les contacts directs.

B. Les projets d'appel pour attirer l'attention des précarisés

Vivre dans la précarité, c'est être préoccupé H24 par des soucis récurrents qui vous rendent tout simplement indisponibles pour des activités citoyennes à moins que celles-ci ne puissent vous aider à alléger votre quotidien. Il faut penser « social » avant de penser « écologie ».

Savoir ce qui motive les personnes en situation précaire n'est donc pas une mauvaise chose. Nous leur avons posé la question lors de l'enquête « Précarité » que nous avons menée en Wallonie et à Bruxelles³.

De manière globale, les motivations paraissent claires : les répondants veulent faire des économies (85%) y compris en matière énergétique (76%). Améliorer le confort de leur logement est important pour 62% d'entre eux. Ils veulent aussi manger en quantité suffisante (56%), mais surtout manger des produits de qualité (81%).

¹ Liste des PCS communiquée par le Service Public Wallonie, Direction de la cohésion sociale, le 23/05/2023.

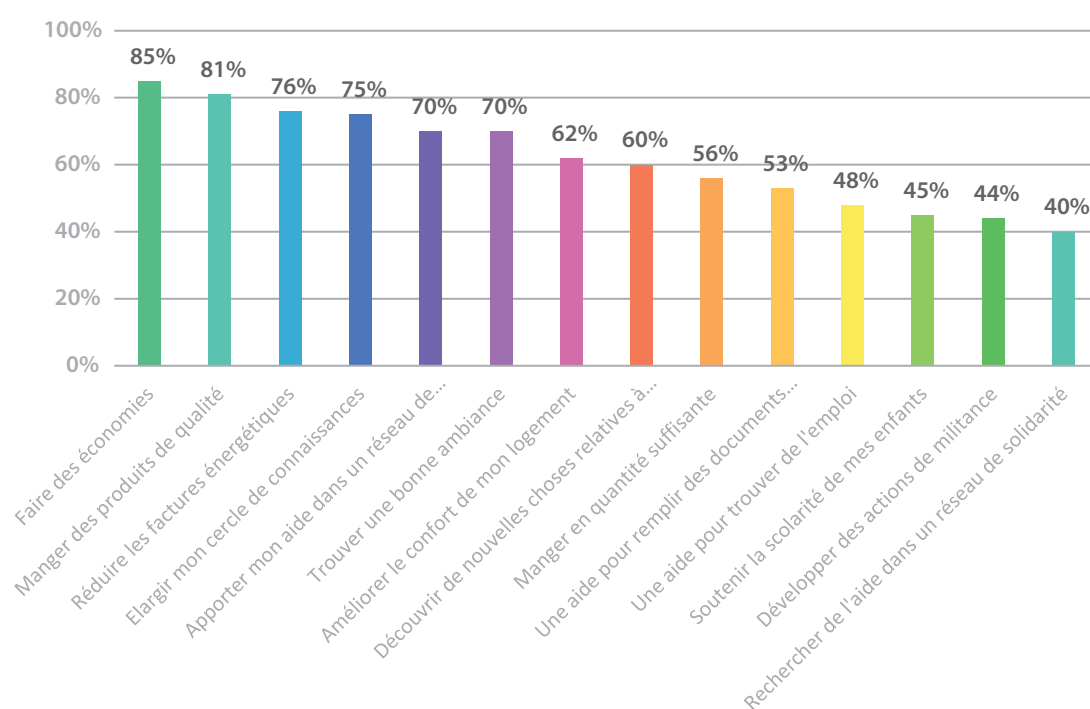
² Insertion dans le Waterloo info, [en ligne :] <https://www.waterloo.be/ma-commune/services-communaux/communication/waterloo-info/waterlooinfo-annonces>, consulté le 21/04/2023.

³ DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire. Réflexion sur la précarité et la transition écologique. État des lieux des freins à l'action citoyenne », Bruxelles, CPSP, Analyse n° 475, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-1>.

L'aspect social est très important puisque 75% des personnes souhaitent élargir leur cercle de connaissance et 70% se disent en recherche d'une bonne ambiance. Ces chiffres expriment tout le besoin des personnes à recréer du lien social.

Est-ce qu'ils ont besoin d'aide ? oui pour la moitié d'entre eux ; 53% des répondants accepteraient volontiers une aide pour remplir des documents administratifs, 48% pour trouver un emploi, 45% pour soutenir la scolarité des enfants. Une personne nous a même suggéré une « aide en informatique car tout devient compliqué »

Et si réseau d'aide il y a, ils sont plus nombreux à vouloir proposer la leur (70%) qu'à en tirer parti (40%).



Les résultats nous montrent sans surprise que l'aspect financier est essentiel et que les projets alimentaires sont susceptibles d'avoir la cote auprès du public précaire à condition, bien sûr, de faire tomber quelques obstacles comme la mobilité (voir plus loin)

Bien sûr, toutes ces motivations relèvent plus du social que de l'écologie, mais la découverte de nouvelles informations relatives à l'écologie reste tout de même une motivation pour 60% des personnes interrogées. De même que la militance semble en séduire 44%.

Ceci vous fournit donc déjà quelques pistes pour travailler l'aspect solidaire et vous faire connaître. Nous avons réuni ci-dessous quelques pistes pour vous aider à organiser ces projets qui devraient répondre en partie aux besoins des personnes fragilisées.

Comme l'expliquait très bien un transitionneur dans l'enquête menée au sein du réseau en Transition en 2019-2020, la nature des activités que vous proposez est fondamentale : « Une donnerie par exemple, fait connaître l'initiative en transition. Des ateliers de fabrication de produits ménagers aussi, cela attire un

autre public. Nous veillons à rendre les activités gratuites ou avec une participation "libre et consciente". Faire les activités dans un endroit "neutre" je pense que c'est une bonne idée (salle communale par exemple, plutôt que chez l'un ou l'autre "privé») »

Un autre répondant préconise d'« aller discuter avec les personnes sur leur terrain (du contact humain) et de la convivialité (organiser un p'tit déj', un quatre heures avec des enfants, un atelier Do It Yourself...) dans des endroits que fréquente déjà ce type de public. »

Par contre, des initiatives sont à éviter comme les repas de type auberge espagnole car les personnes qui ont déjà des problèmes à joindre les deux bouts éprouveront des difficultés financières à vous proposer un plat qui correspondent à vos critères (local, bio et sans déchets). Le décalage ressenti par les participants risque tout simplement de mettre mal à l'aise le public que vous souhaitez fidéliser, voire de le faire fuir.

Enfin, comme l'écrit très justement le FUCID⁴, il vaudrait mieux aussi éviter les projets qui prétendent « enseigner les principes d'une vie meilleure : comment mieux se nourrir (bio, local, de saison...), comment cuisiner zéro déchet, comment communiquer de façon non violente... Si aucun dialogue n'a été établi au préalable, si aucun besoin n'a été exprimé et aucun projet créé collectivement, le résultat sera une impression pour la personne précaire d'un jugement sur son mode de vie. Le risque est aussi de nier les conditions objectives qui empêchent les plus pauvres de modifier certains de leurs comportements et de les voir comme des personnes qui n'ont pas compris et à qui il faut expliquer.»⁵

Alors, quelles sont les pistes pour répondre aux besoins des personnes en situation précaire avant même de parler d'écologie ? Quels genres de projets peut-on organiser pour leur offrir une aide concrète, alléger leur charge mentale, leur faire économiser du temps et les rendre plus disponibles pour envisager enfin une vie associative ? Grâce à notre enquête, nous avons identifié trois besoins sur lesquels il est possible d'agir : l'amélioration du confort énergétique de l'habitat (qui permettrait aussi de faire des économies), l'aide administrative et informatique et enfin le soutien scolaire des enfants. Outre l'énorme service que vous rendriez à vos voisins en luttant à votre manière contre les inégalités, nous parions sur le fait que ces projets vous rendront populaires et visibles au sein de votre commune. Vous trouverez donc ci-dessous des informations compilées rien que pour vous dans ces trois domaines !

a. Le confort énergétique des précarisés

De nombreuses personnes en situation précaire font face à un défi de taille : elles n'ont pas un accès adéquat au confort énergétique. L'accès à un logement correctement chauffé, éclairé et doté d'une source d'énergie est un droit fondamental pour chaque citoyen. Néanmoins, les coûts croissants de l'énergie rendent souvent cet objectif hors d'atteinte pour ceux qui luttent pour équilibrer leurs dépenses. Ces défis entraînent une précarité énergétique aux conséquences néfastes pour la santé, le bien-être et la qualité de vie de ces individus.

⁴ Forum Universitaire pour la Coopération Internationale au Développement.
⁵ DE BOUVER E. et DE MONGE C., « La transition, c'est par/pour les riches ? Quelques pistes de réflexion », *FUCID*, 2019, p.4, [en ligne :] <https://www.fucid.be/wp-content/uploads/2019/11/2019.3-la-transition-cest-par-pour-les-riches.pdf>, consulté le 10/01/2023.

Pour supprimer cet obstacle, des mesures tangibles s'imposent. Heureusement, il existe diverses initiatives capables de fournir un soutien précieux en matière de confort énergétique. Voici quelques exemples concrets qui illustrent comment ces initiatives et les citoyens qui s'en saisissent peuvent contribuer à améliorer la situation.

1. Lowtechlab

Low-tech Lab incarne une initiative open-source dont la mission est de mettre en avant et de disséminer des solutions low-tech. Ces solutions, caractérisées par leur simplicité, accessibilité et durabilité, visent à répondre aux enjeux environnementaux et sociaux. L'objectif central de Low-tech Lab est de rendre ces solutions accessibles à tous, indépendamment de leur niveau de compétence technique ou de leur situation économique.

En ce qui concerne le confort énergétique, Low-tech Lab propose un éventail de solutions qui permettent de réduire la dépendance aux énergies fossiles et d'accroître l'efficacité énergétique des habitations, en particulier pour les individus en situation précaire. Ces solutions se retrouvent sur leur site, <https://lowtechlab.org/fr>, sous forme de tuto à suivre dans leurs outils. Pour chaque tuto, il y a le niveau de difficulté, le temps de préparation, le matériel, le coût et bien sûr les étapes.

Parmi ces solutions, on peut citer notamment :

- Des systèmes de chauffage et d'isolation simples à mettre en place et économiques, comme un chauffe-eau solaire⁶, un poêle de masse semi-démontable⁷ ou un chauffage solaire en ardoise⁸.
- Des dispositifs d'éclairage naturel favorisant la luminosité tout en réduisant la consommation d'électricité, comme une lampe solaire à batterie de lithium récupérée⁹.
- Des techniques de gestion de l'eau et de récupération des eaux de pluie pour un usage plus efficient, comme un filtre à eau céramique¹⁰ ou un filtre biosable¹¹.

Low-tech Lab incite ainsi à la réflexion sur des alternatives concrètes et abordables pour améliorer le confort énergétique des foyers, favorisant ainsi une transition écologique et sociale inclusive¹².

2. Les tuteurs énergie

Mais qu'est-ce que c'est ? Un tuteur en énergie, qu'il soit professionnel ou bénévole, se positionne comme un accompagnateur personnalisé offrant des conseils avisés aux ménages vulnérables ou en situation précaire pour gérer au

⁶ [en ligne :] https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Chauffe_eau_solaire, consulté le 19/06/2023.

⁷ [en ligne :] https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Poelito_-_Po%C3%AAle_de_masse_semi-d%C3%A9montable, consulté le 19/06/2023.

⁸ [en ligne :] https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Chauffage_solaire_version_ardoise, consulté le 19/06/2023.

⁹ [en ligne :] https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Lampe_solaire_%C3%A0_batteries_lithium_r%C3%A9cup%C3%A9es, consulté le 19/06/2023.

¹⁰ [en ligne :] https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Filtre_%C3%A0_eau_c%C3%A9ramique, consulté le 19/06/2023.

¹¹ [en ligne :] https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Water_-_Biosand_Filter, consulté le 19/06/2023.

¹² [en ligne :] <https://lowtechlab.org/fr>, consulté le 19/06/2023.

mieux leurs questions énergétiques. L'objectif principal d'un tel tuteur consiste à guider ces ménages dans l'amélioration de leur utilisation de l'énergie, la réduction de leur consommation et l'adoption de pratiques plus durables.

Les fonctions primordiales d'un tuteur en énergie englobent :

1. Optimisation de l'efficacité énergétique : ce professionnel évalue la consommation d'énergie d'un foyer, repère les sources de gaspillage énergétique et formule des solutions visant à améliorer l'efficacité énergétique du logement.
2. Sensibilisation aux comportements énergétiques : le tuteur diffuse des connaissances aux membres du ménage concernant les comportements énergétiques responsables, comme l'utilisation judicieuse du chauffage, l'extinction des dispositifs en veille et l'adoption d'appareils électroménagers à faible consommation d'énergie.
3. Aides financières et droits sociaux : en aidant les ménages à accéder à des aides financières spécifiques pour réduire leurs coûts énergétiques, ainsi qu'à d'autres droits sociaux et programmes d'assistance existants, le tuteur en énergie allège le fardeau financier.
4. Assistance dans les démarches administratives : il peut apporter son soutien aux ménages pour remplir des formulaires administratifs en lien avec l'énergie, déchiffrer les factures d'énergie ou gérer d'éventuels différends avec les fournisseurs.
5. Sensibilisation à la précarité énergétique : les tuteurs en énergie jouent également un rôle crucial en informant les autorités et le grand public sur la précarité énergétique, soulignant l'importance de mettre en œuvre des mesures pour combattre ce phénomène.

En somme, le tuteur en énergie se propose comme un guide attentionné, fournissant des conseils concrets aux ménages en situation précaire. Son rôle central consiste à améliorer l'efficacité énergétique de ces foyers et à les aider à surmonter les défis liés à l'énergie. Les tuteurs en énergie, qu'ils opèrent au sein des CPAS ou d'autres initiatives, incarnent un maillon crucial dans la lutte contre la précarité énergétique et la promotion d'une transition énergétique équilibrée et respectueuse de l'environnement.

Selon le site Energie info Wallonie¹³, si vous souhaitez devenir tuteur en énergie, il est possible de suivre une formation certifiante de responsable énergie de 13 séminaires d'une journée, le tout à 800 euros¹⁴. Pour financer cette formation et développer de nouvelles activités au sein de votre initiative de Transition, nous vous invitons à consulter le chapitre consacré au financement de projet.

3. Le CASE – Centre d'Appui Social Energie

Le Centre d'Appui Social Energie (CASE) se positionne comme un service d'accompagnement gratuit à la fois social et énergétique destiné aux foyers en situation de vulnérabilité énergétique et hydrique. Son objectif premier réside dans l'assistance à ces ménages pour l'amélioration de leur situation énergétique, à travers des conseils ciblés et des solutions adaptées à leur réalité. Pour les contacter, il est possible d'appeler lors des permanences téléphoniques

¹³

¹⁴

[en ligne :] <https://www.energieinfowallonie.be/fr/quest-ce-quun-tuteur-energie>, consulté le 21/06/2023.

[en ligne :] <https://energie.wallonie.be/fr/formation-responsable-energie.html?IDC=9514>, consulté le 21/06/2023.

au 02 526 03 00 du lundi ou vendredi de 9h30 à 16h ou d'envoyer un mail à socialenergie@fdss.be. Pour plus d'informations, voici leur site : <https://www.socialenergie.be/fr/>

Le rôle fondamental du CASE est d'apporter un soutien aux foyers qui font face à des défis tels que les difficultés à honorer leurs factures énergétiques, les logements insuffisamment isolés, les équipements énergivores ou les habitudes énergétiques peu efficaces. Les conseillers du CASE agissent de manière confidentielle et individualisée, évaluant la situation de chaque ménage pour ensuite proposer des mesures concrètes visant à améliorer leur confort tout en réduisant leurs dépenses en énergie.

Les services offerts par le CASE englobent notamment :

1. Conseils pour une gestion énergétique optimale : les conseillers du CASE fournissent des informations sur les pratiques responsables en matière d'énergie, aidant les foyers à adopter des comportements plus économes.
2. Sensibilisation à l'efficacité énergétique : le CASE éclaire les ménages sur diverses solutions pour rehausser l'efficacité énergétique de leur logement, telles que l'isolation thermique, le renouvellement d'appareils électroménagers ou la mise en place de sources d'énergie renouvelable.
3. facilité d'accès aux aides financières : le CASE guide les ménages pour l'obtention d'aides financières variées, permettant de réduire les factures d'énergie ou de financer des travaux pour améliorer l'efficacité énergétique.
4. médiation avec les fournisseurs énergétiques : en cas de différends avec les fournisseurs ou de litiges sur les factures, le CASE joue le rôle de médiateur pour trouver des solutions appropriées.
5. soutien administratif : Le CASE assiste les ménages dans la complétion de formulaires administratifs liés à l'énergie et la compréhension de leurs droits sociaux dans ce domaine.

En proposant ces services, le CASE œuvre à renforcer la résilience des ménages vulnérables face aux enjeux énergétiques, contribuant ainsi à réduire leur précarité dans ce domaine. Par sa démarche, le CASE favorise une transition énergétique davantage inclusive et pérenne.

En tant que porteur de projet citoyen, en quoi cela vous concerne-t-il ? En fait, dans un très grand nombre de cas, les personnes en difficulté sur le plan énergétique ne sont pas informées de l'existence de ce genre de service. Votre rôle ici consisterait donc à transmettre l'information à l'occasion d'une rencontre, d'un événement ou encore d'un atelier pratique sur le confort énergétique.

4. Twiza

TWIZA se profile comme une plateforme collaborative en ligne qui se concentre sur la construction durable et écologique. Elle constitue une communauté dynamique où les utilisateurs partagent leur expertise et savoir-faire dans le vaste domaine de l'autoconstruction, de l'écoconstruction et du low-tech. Cela concerne davantage un propriétaire de logement qu'un locataire mais on peut être propriétaire et vivre dans la précarité ou à la limite ; si, par exemple, on a reçu une maison en héritage ou si on a eu accès au crédit social.

Ceci dit, gardons bien à l'esprit que tous les propriétaires ne pourront se permettre ce genre de travaux. Les projets sont essentiellement écologiques, ce qui rend leur coût plus élevé (en fonction du prix des matériaux). Par contre, ce qui est intéressant, c'est que les chantiers sont participatifs ; la main d'œuvre est bénévole et donc gratuite. Parmi ces bénévoles, il y a même des professionnels qui travaillent sur leur temps de vie privée. Ainsi, le propriétaire ne paie que les matériaux.

Et s'il souhaite réaliser les travaux par lui-même, il peut s'inscrire comme bénévole et apprendre directement lors d'un chantier participatif pour le prix de 36 euros (adhésion à l'année).

En outre, TWIZA offre la possibilité aux participants de publier une diversité de contenus tels que tutoriels, schémas, vidéos et récits liés à des projets de construction respectueux de l'environnement. Cette plateforme encourage la collaboration et la transmission d'expériences, créant ainsi une opportunité pour chacun d'apprendre et de se nourrir des pratiques du low-tech et de l'éco-construction, de solutions techniques simples et durables, parfaites pour une construction responsable sur le plan environnemental.¹⁵

b. La mise en place d'un service d'aide administrative/informatique

Au cœur de notre société en constante numérisation, la maîtrise des compétences informatiques se dresse comme une compétence cruciale pour accéder à une multitude de services et d'opportunités. Cependant, pour de nombreuses personnes, l'informatique érige un véritable obstacle. Cette déconnexion de l'univers en ligne écarte ces individus de multiples avantages et services qui pourraient alléger leur quotidien.

Les démarches administratives, qu'il s'agisse de remplir des formulaires en ligne ou d'accéder à des aides sociales, se dressent souvent en labyrinthe complexe et démoralisant pour ceux qui ne naviguent pas aisément dans le monde des nouvelles technologies. Cette situation insidieuse engendre un cercle vicieux, le déficit d'accès aux plateformes administratives en ligne pouvant renforcer l'isolement et la fragilité.

La solution réside dans l'existence de services d'aide à l'administration et à l'informatique, accessibles à tous. Heureusement, plusieurs initiatives fleurissent pour proposer un soutien précieux en matière d'accompagnement administratif et numérique. Dans les lignes qui suivent, voici quelques exemples concrets qui dépeignent comment ces démarches concrètes peuvent se muer en une précieuse ressource, contribuant à améliorer sensiblement la situation.

En tant que porteur de projet, votre mission (si vous l'acceptez) serait soit de jouer le rôle de passeur de savoirs auprès des personnes vivant ces difficultés sur le plan administratif et/ou informatique (un rôle essentiel), soit de jouer les intermédiaires en faisant le lien entre les services existants et les personnes en difficultés (en organisant par exemple des permanences décentralisées d'un écrivain public ou d'une aide informatique au sein d'un quartier), soit en mettant vous-même sur pied un tel service. Dans tous les cas, on a des informations pour vous aider à remplir cette mission.

¹⁵ [en ligne :] <https://fr.twiza.org>, consulté le 21/06/2023.

1. Écrivains et écrivaines publics de la commune

Un écrivain ou une écrivaine public communal se profile comme un individu qui offre un soutien indispensable en matière de rédaction, de lecture et de compréhension de documents officiels ou administratifs aux résidents d'une commune. Ces professionnels agissent généralement depuis les services sociaux ou les maisons de quartier des communes, exerçant souvent en tant que bénévoles ou employés municipaux.

La vocation première d'un écrivain public de la commune consiste à assister les individus dans le remplissage de formulaires, de demandes d'aides sociales, de correspondances administratives, de CV, de lettres de motivation, ainsi que d'autres types de documents d'importance. Leur intervention s'étend également à l'explication de courriers officiels, de notifications, ou de contrats, parfois complexes à décrypter pour certains.

Ces écrivains publics se tiennent aux côtés des citoyens pour les guider dans leurs démarches administratives et les appuyer dans leurs échanges avec les différentes instances gouvernementales, sociales ou professionnelles.

Pour dénicher un écrivain public près de chez vous, vous pouvez vous diriger vers :

1. Les centres sociaux et maisons de quartier ;
2. L'Hôtel de ville et l'administration communales;
3. Les associations d'aide sociale ;
4. Les bibliothèques et centres culturels ;
5. Les sites web et ressources en ligne : certaines communes mettent en avant des informations sur les écrivains publics sur leur site web officiel.

À titre illustratif, une collaboration avec l'ASBL Lire et Écrire Namur a donné lieu à la mise en place d'un service d'écrivains et écrivaines publics à l'Hôtel de Ville de Namur.¹⁶

2. Informaticiens publics

Nous pouvons également parler des services et des ressources qui sont disponibles pour aider les citoyens quand ils ont des questions informatiques ou des besoins liés à la technologie.

Voici les différents services d'aide informatique :

1. Services communaux : certaines communes peuvent proposer des services d'aide informatique pour les citoyens, en particulier les personnes âgées ou celles qui ont des difficultés avec l'utilisation des technologies numériques. Ces services peuvent être disponibles dans les bibliothèques, les maisons de quartier ou les centres culturels.
2. Centres sociaux et associations : on y trouve parfois des ateliers d'informatique, des séances de formation ou des permanences pour aider les gens à résoudre des problèmes informatiques spécifiques.
3. Espace public numérique (EPN) : c'est un espace d'apprentissage et de médiation des usages numériques qui peut être indépendant ou en collabora-

¹⁶ [en ligne :] <https://www.namur.be/fr/ma-ville/administration/maison-des-citoyens/ecrivains-ecrivaines-publics>, consulté le 23/06/2023.

tion avec un service public ou privé. Plus précisément, c'est une structure de proximité qui est ouverte à tous, équipée avec du matériel informatique et connectée à internet. En Wallonie, il en existe 163 que l'on peut retrouver sur le site : <https://www.epndewallonie.be/>.

4. Programmes d'inclusion numérique : certains organismes et initiatives se consacrent à l'inclusion numérique et offrent des cours gratuits ou à faible coût pour apprendre les bases de l'informatique et de l'utilisation d'Internet¹⁷.
5. Plateformes d'aide en ligne : il existe également des plateformes en ligne¹⁸ où les citoyens peuvent poser des questions et obtenir de l'aide de la part de la communauté ou d'experts en informatique. Ces forums et communautés en ligne peuvent être très utiles pour résoudre des problèmes techniques.
6. Services gouvernementaux en ligne : certaines administrations publiques¹⁹ proposent des services en ligne qui peuvent nécessiter un certain niveau de compétences informatiques. Les communes peuvent avoir des guichets numériques où les citoyens peuvent effectuer certaines démarches en ligne, et une assistance peut être disponible pour les aider à naviguer dans ces services.

Il est important de noter que les services d'assistance informatique peuvent varier d'une commune à l'autre et dépendent également des ressources disponibles dans la région. Pour obtenir de l'aide en informatique, vous pouvez vous informer auprès de votre commune, des bibliothèques locales, des centres sociaux ou des associations pour connaître les services proposés dans votre zone. Les écrivains publics mentionnés précédemment pour l'aide administrative pourraient également être en mesure de fournir une assistance en matière d'informatique pour accompagner les citoyens dans leurs démarches en ligne.

Et si tous ces services n'existent pas près de chez vous, mais que l'envie de les mettre sur pied vous titille, nous vous invitons à lire le point suivant qui vous sera alors très utile.

3. ARC – Action et Recherche Culturelle

ARC – Action et Recherche Culturelle est une organisation qui se consacre à la promotion et au développement de projets culturels, sociaux et éducatifs, leur site est : <https://www.arc-culture.be/>. Elle vise à renforcer la cohésion sociale et à favoriser l'inclusion en utilisant la culture comme levier. Mais dans ce cas, comment cette organisation peut aider dans la mise en place d'une aide administrative ou d'une aide informatique ? Elle le fait de plusieurs manières :

1. Expertise en projets sociaux et éducatifs : ARC possède une solide expérience dans la conception et la mise en œuvre de projets sociaux et éducatifs axés sur la culture. Cette expertise est mise à profit pour développer un service d'aide administrative/informatique qui réponde aux besoins spécifiques des citoyens, en particulier ceux en situation précaire.
2. Approche inclusive : ARC a pour mission de promouvoir l'inclusion sociale et de favoriser l'accès à la culture pour tous. En appliquant cette approche in-

¹⁷ [en ligne :] <https://emploi.wallonie.be/home/numerique/plan-dinclusion-numerique.html>, consulté le 23/06/2023.

¹⁸ [en ligne :] <https://www.123digit.be/fr>, consulté le 23/06/2023.

¹⁹ [en ligne :] <https://namur.guichet-citoyen.be>, consulté le 23/06/2023.

clusive au service de l'aide administrative/informatique, ARC veille à ce que les personnes les plus vulnérables bénéficient également de ces services.

3. **Coopération avec les acteurs locaux :** ARC entretient des partenariats avec de nombreuses institutions locales, telles que les écoles, les centres sociaux, les bibliothèques, etc. Ces partenariats peuvent faciliter la mise en réseau et la collaboration pour la mise en place du service d'aide administrative/informatique au niveau local.
4. **Actions éducatives et ateliers :** ARC propose déjà des actions éducatives et des ateliers culturels dans les écoles et les centres d'éducation. Ces ateliers pourraient être étendus pour inclure des sessions d'aide informatique afin de renforcer les compétences numériques des élèves et des enseignants.
5. **Sensibilisation et communication :** En tant qu'acteur culturel, ARC est bien placé pour sensibiliser le grand public à l'importance des compétences informatiques et de l'aide administrative. L'association utilise ses canaux de communication pour promouvoir le service et encourager la participation des citoyens.

En combinant son expertise en projets sociaux et éducatifs avec son engagement en faveur de l'inclusion sociale, ARC contribue à renforcer la portée et l'impact du service d'aide administrative/informatique. L'association joue un rôle essentiel en soutenant la mise en place de ce service, en formant les intervenants et en mettant en avant l'importance de l'inclusion numérique dans la société.

c. La mise sur pied d'un soutien scolaire

Parmi les personnes en situation précaire interrogées lors de notre enquête, 45 % d'entre elles déclarent avoir besoin d'un soutien dans la scolarité de leurs enfants. Un des exemples d'initiative le plus connu est l'école des devoirs. Mais sa mise sur pied n'est pas simple. Dans le guide de bonnes pratiques locales, *Cohésion sociale, droits fondamentaux et pauvreté*, les différentes démarches à suivre sont brièvement expliquées, accompagnées d'exemples de réussites.²⁰

Le site www.ecolesdedevvoirs.be est une ressource précieuse pour guider la mise en place d'une école de devoirs en Wallonie et à Bruxelles. Cette plateforme recense toutes les écoles de devoirs de la Région et est gérée par la Fédération francophone des Écoles de Devoirs.

C. Tacler les freins vécus par les personnes en situation précaire

Comme on vient de le voir, pour rendre le public en situation de précarité plus disponible, il faut le libérer d'abord de certains problèmes pesant comme les tracas administratifs ou le soutien scolaire des enfants. Mais ce n'est pas tout.

La situation sociale et économique des personnes plus fragiles les confronte à d'autres types de freins ; ils n'ont bien souvent pas les moyens de se déplacer, ils n'ont pas de budget à consacrer aux loisirs, pas de ressources pour faire garder les enfants pendant qu'ils participeraient à une action citoyenne et

²⁰ [en ligne :] <http://cohesionsociale.wallonie.be/publications/guide-des-bonnes-pratiques-2020>, p.13, consulté le 03/07/2023.

craignent aussi un contrôle de la part d'une institution qui les menacerait de suspendre leurs droits aux allocations. Alors de quelles manières tenter de lever ces freins ? Voici quelques pistes à découvrir, à explorer, à cogiter de manière collective. Certaines sont plus laborieuses que d'autres à mettre en place, exigent plus de réflexion et de préparation comme les quelques solutions proposées pour améliorer la mobilité des personnes. En ce qui concerne le prix des activités ou la garde des enfants qui sont des freins énormes pour les personnes en situation précaire que nous rencontrons régulièrement ce sera bien moins complexes à mettre en place. Enfin, vous trouverez aussi ci-dessous des informations utiles pour rassurer les personnes qui craignent perdre leurs droits sociaux en participant activement à un projet citoyen. Nous allons maintenant nous concentrer sur quatre pistes bien précises : la mobilité, le prix des loisirs, socialiser sans perdre ses droits aux allocations et la garde des enfants.

a. Quelques pistes en matière de mobilité

La question de la mobilité joue un rôle essentiel dans notre quête d'une transition écologique et sociale. Nos déplacements quotidiens occupent une place centrale dans nos vies, mais ils peuvent également représenter un défi majeur pour certaines personnes et communautés en situation précaire. Face à de tels obstacles, promouvoir une mobilité durable et accessible devient d'une importance cruciale. Cela permettrait d'assurer l'inclusion de tous dans notre société, de réduire l'impact environnemental de nos déplacements et d'améliorer la qualité de vie de chacun.

Dans cette section, nous explorerons les initiatives et solutions novatrices permettant de surmonter ces obstacles et de tendre vers une mobilité plus inclusive et respectueuse de l'environnement.

1. Wibee

Wibee est une plateforme de partage de voitures entre voisins. Privilégier ce service de partage à la possession d'un véhicule permet à l'utilisateur d'économiser en moyenne plus de 2000 euros par an. Le fonctionnement repose sur un abonnement à tarif ajustable, offrant une flexibilité totale selon les besoins. Pour utiliser le service, il suffit de télécharger leur application pour réserver, déverrouiller et restituer les véhicules appartenant à vos voisins. De plus, vous avez la possibilité de louer des vélos, avec un partage basé sur un forfait, exempt d'exigence d'application.

Une autre option proposée par Wibee est Wiber. Bien qu'intégré à Wibee, cette alternative ne nécessite pas d'abonnement initial. Comment ça marche ? Vous rejoignez un groupe OPEN dans votre quartier, lequel est défini lors de l'activation de votre compte Wibee. Dans ce scénario, l'accès aux voitures est tarifé à partir de 2,50 euros par heure, avec un plafond journalier de 30 euros, incluant les taxes. Les kilomètres parcourus sont facturés à 0,30 euros par kilomètre, taxes comprises. Si aucun groupe n'est disponible dans votre quartier, vous avez la possibilité d'en créer un avec le soutien de la plateforme (services GS, AG et OPEN).²¹

²¹ [en ligne :] <https://www.wibee.be>, consulté le 12/06/2023.

Concernant les assurances, comment cela se passe si l'on fait un accident avec la voiture de son voisin ? Au titre de la location d'un véhicule, l'utilisateur dispose des assurances suivantes dont le coût est pris en compte dans le prix de la location :

- une assurance responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers (« assurance RC ») ;
- une couverture individuelle pour les dommages corporels subis par l'utilisateur lorsque ce dernier est responsable d'un sinistre ;
- une assurance dommages/incendie/vandalisme/vol du véhicule (« assurance Omnium ») ;
- Une protection juridique.

En cas de survenance d'un sinistre durant la location dont le conducteur du véhicule est partiellement ou totalement responsable, il est redevable à Wibee d'un montant spécifique dans les conditions générales²².

Sinon, si l'on n'a pas de groupe dans son quartier, on peut devenir ambassadeur. Cela consiste tout d'abord à en parler autour de soi (voisins, commune). Ensuite, Wibee fournit les clés pour créer votre propre groupe et répartir les différents rôles pour gérer les objets de partage. Il suffit de les contacter par email à l'adresse info@wibee.be.

2. Cozywheels

Autre système de partage de véhicule : Cozywheels qui souhaite simplifier le partage de voitures et de vélos dans un quartier, tout en vous offrant des avantages financiers grâce à la répartition des coûts liés au véhicule entre les membres.

Les frais sont calculés en fonction du kilométrage, généralement dans une fourchette de 0,25 à 0,40 euros par kilomètre. Ce tarif global comprend divers éléments tels que le carburant, l'assurance, la taxe de mise en circulation, l'entretien annuel, le contrôle technique et un fonds de réserve pour les réparations imprévues (facultatif), d'un montant compris entre 0,02 et 0,05 euros.

Il est important de noter que le tarif couvre uniquement les frais réels du véhicule, sans possibilité de réaliser un profit pour le propriétaire d'un véhicule. Les paiements sont effectués en début du mois suivant, directement entre les membres. De plus, pour les réservations prolongées (au-delà d'une journée), un supplément journalier ou horaire peut être ajouté en fonction des besoins de l'utilisateur.²³

Alors, qu'est-ce qui distingue Cozywheels de Wibee ? Wibee ne fonctionne qu'avec des voitures alors que Cozywheels intègre aussi les vélos à son système. Les prix sont différents aussi : chez cozywheels il y a une affiliation annuelle et cela fonctionne au kilomètre. Alors que Wibee c'est soit un abonnement, soit au kilomètre.

²² [en ligne :] <https://www.wibee.be/legal>, consulté le 12/06/2023.

²³ [en ligne :] <https://www.cozywheels.be/fr>, consulté le 12/06/2023.

3. Ecov

Ecov est un projet français qui se positionne en tant que pionnier dans le domaine de la mobilité partagée, offrant une solution de lignes de covoiturage. Cette entreprise propose une approche similaire à celle des transports en commun, mais avec une touche de modernité et de durabilité pour réinventer la manière dont nous abordons nos déplacements quotidiens.

Si cette expérience est française, elle peut tout de même nous inspirer.

Comment cela fonctionne ? L'équipe d'experts en mobilité d'Ecov effectue une analyse minutieuse de votre zone géographique. Cette étude permet d'identifier les solutions de mobilité partagée les plus pertinentes pour répondre aux besoins spécifiques de la population, que ce soit à travers le covoiturage spontané ou planifié, le transport à la demande, le transport solidaire ou encore l'autopartage. L'objectif ultime est de déterminer comment ces solutions peuvent s'harmoniser de manière complémentaire avec les modes de transport collectif déjà en place.

Lorsque l'étude révèle le potentiel de mise en place de lignes de covoiturage spontané dans une région, l'équipe d'Ecov propose un diagnostic détaillé qui vise à affiner les axes et les emplacements stratégiques des points d'arrêt pour faciliter les déplacements.

En partenariat étroit avec les collectivités locales, Ecov introduit un tout nouveau concept de service public spécialement conçu pour les défis des régions périurbaines et rurales. Les lignes de covoiturage sans réservation deviennent ainsi une réponse pratique et adaptée aux besoins de déplacement quotidien.

Le fonctionnement du service est intuitif. Lorsqu'un passager souhaite se déplacer, il se dirige vers l'arrêt de covoiturage le plus proche. En utilisant un panneau à bouton, une application, un SMS ou un appel téléphonique, il indique sa destination. Cette information est relayée sur des panneaux lumineux et parvient aux conducteurs en route grâce à l'application Ecov. En quelques minutes, le conducteur effectue un arrêt pour accueillir le passager, qui sera ensuite déposé à l'arrêt désiré.²⁴

Ecov n'est pas encore présent en Belgique. Mais Harald Conde Piquer qui est responsable du service « Impact et gouvernance » chez Ecov nous dit être « très preneur de relais citoyens pour sensibiliser les élus sur le sujet ». N'hésitez donc pas à les solliciter : Ecov, opérateur de lignes de covoiturage pour les trajets du quotidien | Ecov - <https://ecov.fr/fr>

4. Taxi social

On connaît tous le taxi social mais on connaît mal ses services et limites.

Ce service de transport adapté est spécialement conçu pour répondre aux besoins de mobilité des individus confrontés à des difficultés de déplacement. Cette initiative cible notamment les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les individus à faible revenu ainsi que ceux souffrant de problèmes de santé.

Voici quelques éléments clés concernant le taxi social en Belgique :

²⁴ [en ligne :] <https://www.ecov.fr/fr>, consulté le 12/06/2023.

1. Objectif et mode de fonctionnement : le taxi social vise principalement à promouvoir l'inclusion et la mobilité des individus en difficulté. Ce service opère en partenariat avec des associations, des organismes sociaux ou des communes pour coordonner les trajets et répondre aux demandes des utilisateurs.
2. Réservation : les utilisateurs du taxi social doivent généralement réserver leur déplacement à l'avance en contactant le service par téléphone ou en utilisant une plateforme en ligne dédiée.
3. Véhicules spécialisés : les taxis sociaux sont équipés de véhicules spécialement conçus pour accueillir les personnes à mobilité réduite ou en fauteuil roulant.
4. Tarification abordable : les tarifs du taxi social sont généralement inférieurs à ceux des taxis traditionnels. Certains services appliquent une tarification basée sur les revenus des utilisateurs, assurant ainsi un accès équitable au transport.
5. Zones de desserte : le taxi social couvre en général une zone géographique définie, englobant des quartiers urbains, des régions rurales et des zones moins bien desservies par les transports en commun.

Le taxi social joue un rôle crucial en améliorant l'accès des personnes en difficulté de mobilité aux services médicaux, sociaux et, c'est bon à savoir, aux activités de loisirs.

Cependant la demande est grandissante par rapport à l'offre. Il est donc difficile de se contenter de cette unique ressource pour faciliter la mobilité des plus vulnérables et les inclure dans votre initiative ou vos activités.

Comme on vient de le voir, Wibee, Ecov, Cozywheels et le taxi social apportent des solutions diversifiées pour répondre aux besoins variés des citoyens en matière de déplacements et d'accès à des services essentiels. Certains témoignent d'une approche moderne et inclusive, visant à améliorer la qualité de vie, l'autonomie et l'inclusion sociale des individus, tout en contribuant à la préservation de l'environnement et à la construction de sociétés plus durables.

b. Le prix des activités, des choses

Le prix des activités proposées est clairement un frein majeur pour nombre de personnes. Et c'est une réalité, le nombre de personnes précaires est en augmentation. Il serait donc illusoire d'espérer les rencontrer en fixant un prix d'entrée pour une activité ou en vendant des aliments, des produits ou productions qui sont pour eux inabordables.

Nos échanges avec divers porteurs de projets ²⁵ nous montrent que le plus simple est de proposer un tarif différencié (voire la gratuité) pour que chacun ait accès à l'activité ou à la location d'un objet. Mais ce qui est essentiel, c'est de ne pas vouloir vérifier qui a droit à ce tarif ou non. Laissez les participants choisir le tarif auquel ils souscrivent. Il arrive que des personnes démunies demandent le tarif plein alors que d'autres qui en ont pourtant les moyens demandent le tarif préférentiel. Cela reste des exceptions. Si vous faites confiance aux gens, ça se passe bien.

²⁵ Dubois K., « Vers une transition écologique et solidaire. Quelques projets inspirants », Bruxelles : CPCP, Analyse n° 476, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-3>.

c. Socialiser sans avoir peur de perdre ses droits aux indemnités (chômage, mutuelle...)

L'interaction sociale et la participation à des activités collectives revêtent une importance fondamentale pour le bien-être et l'épanouissement individuel. Cependant, pour ceux bénéficiant de prestations telles que l'assurance-chômage ou la sécurité sociale, s'engager dans des activités sociales représente le risque de compromettre leurs droits sociaux.

En quoi ce chapitre peut-il vous concerner en tant que porteur de projet ? Selon nous, votre rôle consisterait à rassurer ces personnes, à leur expliquer qu'il est possible d'envisager du volontariat à condition de prévenir son organisme indemnisateur :

- l'Onem pour le chômage ;
- le CPAS pour le revenu d'intégration ;
- le médecin-conseil de la mutuelle pour l'assurance maladie-invalidité.

Et si la personne le souhaite, vous pourriez l'aider à remplir le formulaire adéquat.

Pour une demande de volontariat auprès du médecin-conseil d'une mutuelle, c'est facile, vous trouverez le bon formulaire sur le site de la Plateforme bruxelloise pour la santé mentale : <https://platformbxl.brussels/fr/outils>;

Si votre interlocuteur dépend du CPAS, le mieux est d'en parler avec son assistant(e) social(e). si l'activité n'est pas rémunérée, il ne devrait pas avoir de soucis.

Selon l'ONEM, le bénévolat est envisageable. Il faut simplement en faire la déclaration auprès de l'organisme de paiement. Le futur bénévole doit se présenter auprès de son organisme de paiement avant le début de l'activité et faire une déclaration au préalable d'un formulaire que vous trouvez ici : Déclaration d'une activité bénévole pour le compte d'une organisation sans but lucratif (onem.be)

En tant que porteur de projet, vous serez appelé à remplir une partie de ce document.

Enfin, si votre projet devient suffisamment costaud pour envisager le développement d'un volet consacré à l'insertion socio-professionnelle, sachez qu'il existe un dispositif qui fera le lien entre votre association et les personnes bénéficiaires du revenu social d'intégration.

Le PIIS - Projet Individualisé d'Intégration Sociale - vise à accompagner l'individu vers une plus grande indépendance, autonomie et intégration sociale, et idéalement, vers une insertion professionnelle. Ce dispositif s'adresse aux plus de 25 ans.

L'idée est d'inscrire votre association en tant que service communautaire dans le cadre du PIIS. Si un service communautaire est intégré au PIIS, il devient alors un élément indissociable de celui-ci²⁶. Le PIIS contenant un service communautaire doit inclure les éléments suivants :

²⁶ Articles 11 et 13 de la loi du trois juillet 2005 relative au droit des volontaires, [en ligne :] https://etaamb.open-justice.be/fr/loi-du-03-juillet-2005_n2005022674.html, consulté le 03/07/2023.

La personne « recrutée » assure donc un service communautaire, un service qui bénéficie à la fois au développement personnel de l'individu et à la communauté²⁷. Si l'individu ne souhaite plus participer au service communautaire, il doit en informer son travailleur social. Ensemble, ils réévalueront les conditions du PIIS de manière concertée. Pas besoin d'être une ASBL pour avoir accès à ce dispositif d'insertion, ça fonctionne aussi pour une « association de fait » privée ou publique.

Les organisations « contractent une assurance pour couvrir les risques liés au volontariat, incluant au minimum la responsabilité civile de l'organisation, excluant la responsabilité contractuelle »²⁸. Le CPAS vérifie si une assurance couvre les dommages causés aux bénéficiaires ou à des tiers lors du service communautaire. Sans assurance adéquate, le service ne peut être effectué. En ce qui concerne les modalités d'indemnisation potentielle, il est également nécessaire d'expliquer les possibles répercussions sur le calcul du revenu d'intégration et les impôts. Lorsque des personnes effectuent un service communautaire aux côtés du personnel rémunéré au sein d'une organisation, cela concerne donc des tâches supplémentaires qui autrement ne seraient pas accomplies. Les indemnités que les bénéficiaires du RIS (revenu d'intégration sociale) reçoivent en tant que bénévoles sont prises en compte pour calculer le RIS uniquement si elles dépassent : 36,84 euros par jour ; ou 1.473,37 euros par an²⁹. Ces montants sont indexés chaque année. Les montants indiqués ci-dessus sont valables pour les indemnités versées à partir du 1^{er} janvier 2022. Si les indemnités de bénévolat ne dépassent pas ces deux seuils, elles ne sont pas prises en compte pour le calcul du RIS. Si les indemnités de bénévolat dépassent l'un des deux seuils, elles sont prises en compte pour le calcul du RIS.

d. La garde des enfants

La garde des enfants est un autre frein majeur pour de nombreuses personnes en situation précaire qui souhaitent s'engager dans des initiatives de transition écologique et sociale. Les contraintes liées à la garde d'enfants peuvent limiter leur participation à des projets communautaires, à des formations ou à des activités bénévoles.

Pour surmonter ce frein, il est essentiel de mettre en place des solutions qui permettent aux parents de concilier leurs engagements sociaux et environnementaux avec leurs responsabilités familiales. On peut penser notamment à :

- des programmes d'inclusion d'activités : on peut envisager des programmes d'activités inclusives où les enfants peuvent participer aux côtés de leurs parents. Des ateliers et des événements axés sur l'environnement peuvent stimuler une participation collective et renforcer les liens familiaux
- la création de réseaux entre parents : faciliter les interactions entre parents peut être avantageux pour établir des réseaux de soutien mutuel en matière de garde d'enfants. Les parents peuvent collaborer en communauté pour se soutenir mutuellement et partager la responsabilité de la garde

²⁷ Articles 11 et 13 de la loi du trois juillet 2005, *op. cit.*

²⁸ Article 6, §1, de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires, [en ligne :] https://etaamb.openjustice.be/fr/loi-du-03-juillet-2005_n2005022674.html, consulté le 03/07/2023.

²⁹ Les bénéficiaires du RIS peuvent-ils faire du bénévolat ? | Droits Quotidiens - Le langage juridique clair, [en ligne :] <https://www.droitsquotidiens.be/fr/actualites/les-beneficiaires-du-ris-peuvent-ils-faire-du-benevolat#:~:text=Oui.,compte%20pour%20calculer%20le%20RIS>, consulté le 03/07/2023.

- la promotion et reconnaissance du rôle parental : il est crucial de sensibiliser la société à l'importance du rôle des parents et à la contribution des parents engagés dans la transition écologique. Reconnaître leur implication peut encourager des solutions concrètes pour faciliter leur participation.

En tenant compte de la dimension familiale et en proposant des solutions adaptées, nous pouvons encourager une participation active des parents dans la construction d'une transition écologique et sociale durable. Mettre en avant le rôle des parents et créer un environnement favorable à la garde des enfants permettra à ces parents engagés de jouer un rôle essentiel dans la transformation positive de la société.

D. Communiquer avec les précarisés et les mettre en confiance

La question de : « Comment parler aux personnes précarisées » est une question qui est revenue avec une certaine fréquence lors de l'enquête menée auprès des transitionneurs en 2019-2020 et on vous avoue qu'elle nous a quelque peu déconcertés. Alors, nous allons tout d'abord distinguer le fond de la forme.

a. Sur la forme

Existe-t-il vraiment une manière de parler aux personnes plus défavorisée que nous ? Non. Au CPCP nous parlons aux participants de nos ateliers comme on parle à nos collègues, à notre famille, à nos amis. Nous ne faisons pas de différence. Ils connaissent des situations difficiles et lorsqu'ils quittent leur domicile pour rencontrer d'autres personnes, c'est pour y trouver un espace dans lequel s'exprimer, trouver des solutions, du plaisir, des liens, une véritable pause dans leur situation insécurisante, la possibilité de penser à autre chose que les soucis qui occupent solidement leur esprit dès qu'ils ouvrent les yeux le matin, retrouver de la confiance, de l'estime, un bol d'air. Ils n'ont pas besoin que nos regards sensibles ou nos attitudes leur rappellent à quel point ils sont dans le besoin.

Évitez les regards emprunts de compassion, de misérabilisme, les manières de parler infantilisantes parce qu'elles se veulent charitables. Évitez aussi la condescendance. Vous avez fait des choix de vie dont vous êtes fiers et tant mieux pour vous. Évitez cependant de faire sentir aux autres que vous valez mieux qu'eux et que vos choix sont les seuls qui valent.

De l'écoute, de l'humour et du respect comme lorsque vous parlez à vos proches. C'est toute la recette du succès !

b. Sur le fond – Parler de la transition écologique avec des personnes précarisées

Comment ne pas se planter quand on veut parler d'environnement avec des personnes qui cumulent déjà nombre de tracas au quotidien ? Parler de la nécessité d'agir collectivement sans alourdir leur charge mentale ? Comment parler d'environnement sans s'engouffrer dans un vocabulaire trop technique et rebutant ? Ces points particulièrement pertinents, soulevés par des transitionneurs, ont attiré toute notre attention.

Vous trouverez donc ici quelques outils d'animation intéressants pour pouvoir aborder l'écologie de manière enthousiaste, déculpabilisante et intelligente.

Mais nos recherches et nos propres expériences avec des personnes vivant une forme de précarité nous poussent à vous suggérer d'envisager deux points supplémentaires pour autant qu'on s'interroge sur le fond du discours qu'on peut tenir quand il s'agit d'environnement et de climat. Et ces deux points nous semblent fondamentaux. Il s'agit d'une part de l'élaboration d'un récit positif qui fait jusqu'à présent cruellement défaut (et pas qu'aux personnes vivant dans la précarité). Et d'autre part de l'introduction progressive d'une réflexion au sein de votre groupe sur l'aspect politique de votre action. On sait que les plus importantes évolutions sociales sont venues de la base, de citoyens qui ont porté leurs revendications jusqu'à se faire entendre de la classe politique. On sait que ces combats sont lourds à porter et on comprend qu'on puisse préférer consacrer son énergie à agir au niveau local, pour son bien-être et celui de ses voisins qu'à un niveau plus régional ou fédéral beaucoup plus statiques. Nos collègues Louise Vanhèse et Boris Fronteddu, respectivement animatrice en éducation permanente et chercheur consacrent toute une analyse à cette imbrication, nécessaire³⁰ nous semble-t-il entre les niveaux citoyens et politiques. Nous nous contenterons donc d'attirer votre attention sur le fait que justice sociale et justice climatique sont irrémédiablement liées et qu'introduire des réflexions voire des combats plus politiques ne serait pas inopportun d'autant plus, comme nous l'a révélée notre enquête, qu'il existe un terreau favorable. Selon notre enquête, 44% des personnes en situation précaire se disent favorable au développement d'action de militance.

1. Parler d'environnement

Nombre de transitionneurs ont exprimé le fait que l'utilisation d'un langage trop scientifique pouvait être un frein à leur rencontre avec des personnes disposant d'un niveau de scolarité plus faible. Ils sont donc en demande de conseils et s'interrogent sur les termes les plus adéquats à utiliser pour parler de transition écologique.

De notre côté, nous rencontrons -il est vrai- encore régulièrement des personnes qui n'ont pas la maîtrise du vocabulaire relatif à l'écologie. Ainsi, par exemple, si le terme « biodiversité » peut nous paraître assez banal et maîtrisé, nous avons pu constater sur le terrain qu'il n'en est rien. La plupart des personnes que nous rencontrons ont une idée de ce que cela représente, ils ressentent les choses mais n'ont pas les mots pour décrire et expliquer les concepts inhérents à la transition écologique.

Alors comment faire ? Nous avons contacté le Réseau Idées³¹ pour leur demander quelques conseils en matière d'outils informatifs à utiliser avec un public adulte sans tomber dans l'infantilisation. Natacha Sensique du service *Infos et pédagogie*, nous a ouvert le centre de documentation du Réseau Idées pour nous montrer et faire la démonstration de quelques outils intéressants.

³⁰ FRONTEDDU B. et VANHÈSE L., « Vers une transition écologique et solidaire. Une articulation indispensable entre initiatives citoyennes et politiques de transition juste », Bruxelles : CPCP, Analyse n° 477, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-4>.

³¹ Le Réseau Idées créé en 1989 regroupe 145 associations actives en l'Éducation relative à l'Environnement (ErE) en Wallonie et à Bruxelles, [en ligne :] <https://www.reseau-idee.be/fr>.

01. Les saisons de l'engagement, produit par Ecotopie³²

Ce document très léger est un bel outil qui permet de favoriser les échanges, faire connaissance avec des nouvelles personnes qui intègrent le groupe, aider chacun à définir son engagement et déculpabiliser.

Quatre dessins illustrent les saisons et chacune d'elle correspond à une forme d'engagement ; à l'automne, on expérimente, on recycle, on récupère, on transforme son quotidien par des gestes simples. L'été est consacré à la convivialité, au tissage de liens, à la création de liens de solidarité. Le printemps est le temps de l'engagement, le temps d'investir l'espace public, de revendiquer. Et l'hiver on réfléchit à la culture de la société, on prend de la hauteur et on questionne le monde.

Chaque participant place un pion sur la (ou les) forme(s) d'engagement qui lui correspond(ent) le mieux. Ça permet de poser ses propres limites et de les exprimer devant le groupe. L'intérêt de cet outil est de montrer qu'il existe différentes manières de s'engager et que l'une n'est pas meilleure que l'autre. Comme le dit si bien Natacha Sensique : « *C'est déculpabilisant car il permet de se dire qu'on est pas des super-héros, qu'on agit pas toujours en accord avec nos valeurs et que ce n'est pas grave. On dédramatise le fait de ne pas être parfait dans l'engagement* »³³.

02. Citymagine, un jeu conçu par Empreinte³⁴

Ce jeu se déroule sur un plan où apparaissent six quartiers. Chaque équipe va lancer des initiatives citoyennes dans son quartier. Au fur et à mesure des tours, les joueurs vont se rendre compte de l'intérêt de communiquer avec les autres quartiers et de créer des liens qui vont les rendre plus forts, plus résilients face à des événements extérieurs et incontrôlables comme un cyclone (par exemple). L'intérêt de cet outil est de faire connaissance avec des initiatives qui sont encore souvent méconnues au sein d'un public plus fragilisé, mais surtout de rendre visibles les liens que l'on peut tisser autour d'un quartier et de voir à quel point ils nous renforcent.

Pour aller plus loin, des cartes vierges vous permettent aussi d'inventer votre propre initiative.

03. La toile de la biodiversité du WWF³⁵

Ce jeu de la ficelle permet une première sensibilisation à la notion de biodiversité. Des cartes représentant des milieux et des animaux sont distribuées. Des indications au dos de ces cartes vous permettent de repérer les connections possibles avec les autres joueurs. Une fois que les interactions entre espèces sont construites, des problèmes surgissent comme la construction d'une autoroute au beau milieu d'une forêt. Ce sont des cartes qui illustrent l'action de l'homme sur la nature et montrent concrètement la fragilité des écosystèmes.

³² Ecotopie est un laboratoire d'écopédagogie qui vise le développement de l'écocitoyenneté Écotopie - Laboratoire d'écopédagogie, [en ligne :] <https://ecotopie.be>.

³³ Natacha Sensique (Service pédagogique du réseau Idées), entretien avec l'auteur, Bruxelles, 13 juin 2023.

³⁴ Empreinte est une organisation de jeunesse environnementaliste Empreintes - Pour des jeunes acteurs de leur(s) environnement(s), [en ligne :] <http://www.empreintes.be>.

³⁵ World Wide Fund for Nature est organisation non gouvernementale internationale bien connue créée en 1961 et dédiée à la protection de l'environnement et au développement durable, Le WWF-Belgique, pour la biodiversité en danger, [en ligne :] <https://wwf.be/fr>.

L'intérêt de cet outil réside aussi dans les discussions qui vont suivre ce jeu. Quelles solutions imaginer ? Quelles formes d'engagement ?

Natacha Sensique nous explique qu'il existe diverses approches dans l'éducation à l'environnement :

- On peut protéger l'environnement en excluant l'humain. C'est le cas quand on délimite une réserve naturelle et protégée
- On peut mieux décider de mieux connaître cet environnement et donc de mieux le défendre
- Mais on peut aussi faire appel au sensoriel pour recréer du lien avec son environnement ; quel plaisir en tire-t-on ? quel souvenir a-t-on en lien avec une odeur en particulier ? Il faut réapprendre à observer, à écouter.

04. Cartes et rêves de Culture et Santé

Voici un outil qui peut aider votre groupe à répondre aux questions suivantes : comment habiter mon quartier ? Comment « faire » ensemble ?

Ici, nous sommes dans une approche plus artistique qui permet de rêver son quartier. Plusieurs étapes sont proposées : d'abord on exprime ses représentations personnelles, et puis on organise une balade sensorielle dans le quartier. On revient ensuite dans une réflexion collective sur ce qui nous fait rêver pour demain dans ce quartier. Et enfin on exprime le tout de manière colorée sur une carte géographique, une carte postale.

05. La mallette pédagogique du CNCD ³⁶ sur les stéréotypes et les inégalités

Dans cette mallette on y trouve bon nombre d'outils dont l'un est particulièrement intéressant à utiliser dans un groupe qui vise la mixité. Il s'appelle « Bienvenue à Perfectus », une planète où vous irez vous installer avec d'autres personnes. Le souci est que tout le monde n'a pas les mêmes chances au départ. C'est un jeu qui met en évidence les logiques de domination sur l'humain, sur l'environnement. On y traite aussi de la domination culturelle, symbolique, sécuritaire et socio-économique.

Vous trouverez aussi quelques pistes et bonnes idées dans certains numéros de leur excellent magazine Symbioses :

- *Environnement & social : vers une alliance éducative ?* (2015) particulier la biblio et les adresses utiles : <https://www.symbioses.be/consulter/106/>
- *Précarité: une question d'environnement ?* (2008) <https://www.symbioses.be/consulter/80/>

Bon à savoir : ce centre est ouvert à tous. Pour emprunter un outil pendant un mois, vous devrez juste verser une caution de 50 euros que vous récupérez au moment du retour de l'outil (qui doit être complet et en bon état). Prenez rendez-vous !

36

Le Centre national de coopération au développement est une coupole représentant plus de 70 ONG belges de solidarité internationale CNCD-11.11.11 - Pour un monde juste et durable, [en ligne :] <https://www.cncd.be>.

Adresses des centres de documentation du Réseau Idées

À Bruxelles

266, rue Royale - 1210 Bruxelles

Tel : +32 (0)2 286 95 70 | GSM : +32 (0)495 87 62 31 | info@reseau-idee.be

À Namur

Mundo N

98, rue Nanon - 5000 Namur

+32 (0)81 39 06 96 | info@reseau-idee.be

2. Parler de vos droits, de vos revendications politiques

Si vous souhaitez viser l'efficacité dans votre communication, vous ne devrez pas vous contenter de simplifier des concepts, même si cette tâche est déjà assez ardue en elle-même. C'est souvent compliqué de faire simple ! Votre discours devra aussi aller au-delà de l'écologie pure pour y insérer une dimension politique et des perspectives positives d'avenir (notamment sur le plan économique)³⁷.

C'est dans ce sens que s'exprime l'historien Jean-Yves Buron³⁸ : « *les Initiatives en Transition devraient rendre leur discours plus accessible. Souvent trop conceptuel, il en devient excluant. De plus, il faudrait mieux expliquer les convergences entre les préoccupations écologiques et économiques puisqu'elles sont irrémédiablement liées et que, la plupart du temps, les solutions apportées dans le cadre de la Transition permettent de réaliser des économies* ». Il préconise aussi un : « *discours sur la Transition (qui) devrait être plus transversal et politisé. Ses militants devraient mieux expliquer que la simplicité volontaire n'est pas "jouer aux pauvres" (...) Quand (la simplicité volontaire) est accompagnée d'un contenu politique, d'un nouveau projet de société qui combine justice socio-économique et prospérité partagée sans la dictature de la croissance du PIB, alors elle peut être comprise par les associations et par les personnes précarisées, qui ont tout à y gagner* ». ³⁹

N'hésitez pas, au passage, à déculpabiliser les personnes en situation de précarité afin de remettre les choses à leur place ! Car, contrairement à certains clichés critiquant leur consommation, ce ne sont pas elles qui posent le plus de problèmes sur le plan écologique. Bien au contraire. C'est l'empreinte écologique des nantis qui pose problème.

3. Élaborer un récit positif

Enfin, ne serait-il pas temps de positiver l'écologie au lieu de la réduire à une masse d'informations déprimantes et anxiogènes sur l'état de la planète ou -à l'opposé- à des caricatures de discours assimilant la décroissance à un retour vers l'éclairage à la bougie ? Au risque de se répéter, il devient rare de rencontrer des personnes qui ignorent l'impact de l'activité humaine sur le vivant et le climat,

³⁷ FRONTEDDU B. et VANHÈSE L., « Vers une transition écologique et solidaire ; Une articulation indispensable entre initiatives citoyennes et politiques de transition juste », *op. cit.*

³⁸ Jean-Yves Buron travaille pour l'association Vivre ensemble.

³⁹ BURON J.-Y., « Entre lutte contre la pauvreté et transition, des ponts à jeter ? », *Vivre ensemble*, 2014, p.8, [en ligne :] <https://archives.vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2014-03-transition-associations.pdf>, consulté le 10/01/2023.

mais comme l'a très bien exprimé une participante aux ateliers en éducation permanente de Citoyenneté & Participation, « moi je veux bien aller à des endroits où l'on parle d'écologie mais je veux qu'on me parle des solutions pas des problèmes ! ». Et cette tendance se généralise. Il y a un besoin croissant de pouvoir s'accrocher à un récit positif pour l'avenir. Le pédagogue brésilien Paulo Freire, auteur de *La pédagogie des opprimés* ne nous contredirait pas : « il n'y a pas de changement sans rêve comme il n'y a pas de rêve sans espoir »⁴⁰. Cela peut se faire de diverses manières toutes aussi créatives les unes que les autres.

E. Co-construire avec les précaires

Vous avez réussi à mobiliser un public pour votre première réunion de réflexion sur les projets les plus opportuns à monter près de chez vous et vous vous posez la question de la méthode à utiliser pour faire émerger des idées et construire un projet de manière collective.

Veillez à garder à l'esprit que vous ne montez pas un projet *pour* des personnes mais bien *avec* elles. Vous initiez un groupe où chaque personne est partenaire et non bénéficiaire.

Un transitionneur plein de bienveillance écrivait à ce propos dans l'enquête : « Il faut donc partir de leurs attentes, leurs demandes, leurs questions, leurs envies afin de construire avec eux ». Et la co-construction, nous en éducation permanente, on aime ça évidemment.

Notre expérience en la matière nous pousse même à ajouter ceci : construire avec des personnes fragiles en gardant comme valeur essentielle l'équité et non l'égalité. N'exigez pas de leur part la même somme d'investissement que vous êtes capable de donner. Pour rappel, la recherche menée par la chargée de recherche Lotte Damhuis de la Fédération des Services Sociaux, soulève des résultats ambivalents : « D'un côté, les participants ont apprécié de pouvoir retrouver un sentiment d'utilité et de se sentir reconnus dans leurs idées (là où elles sont généralement l'objet d'une disqualification sociale dans l'aide classique). Mais cette participation a aussi un coût - il faut se rendre disponible, donner de son temps, s'entendre dans un groupe, trouver des informations et des ressources concrètes pour le montage du projet, etc. - qui explique notamment pourquoi le soutien d'un travailleur social et d'une association leur paraît indispensable. Cela explique aussi pourquoi certains groupes se sont transformés dans le courant des trois années du projet. Mis à part un petit noyau dur, les groupes ont fait face à un *turn-over*, soit parce que le projet n'avancait pas assez vite, soit parce qu'ils retrouvaient un emploi, et n'étaient plus disponibles, soit parce que l'implication était trop lourde à porter. »⁴¹

⁴⁰ EL ACHKAR S. « De la pédagogie de l'opprimé à la pédagogie de l'espoir », *ITECO*, Revue Antipodes, novembre 2019, [en ligne :] <http://www.iteco.be/revue-antipodes/paulo-freire-de-la-pedagogie-de-l-opprime-a-la-pedagogie-de-l-espoir/article/paulo-freire>, consulté le 14/06/2023.

⁴¹ L. Damhuis lors de son intervention au séminaire Démocratie au service de l'assiette pour tous. Comment assurer collectivement une transition vers des systèmes alimentaires justes et durables au niveau (supra) local ?, Saint-Servais, 19 février 2019, p.8. [en ligne :] https://rawad.be/sites/rawad.be/files/u64/S%C3%A9minaire%20RAWAD_19f%C3%A9v19_lotteDamhuis.pdf, consulté le 19/07/2023.

Soyez flexible ! Acceptez que nous ne sommes pas tous sur un pied d'égalité face au quotidien, que les situations de santé, familiales et économiques divergent, même si tout le monde, au sein de votre initiative, converge vers des objectifs communs. Ne soyez pas surpris par le manque de régularité de certains. C'est plus un souci à régler qu'un manque d'envie et de motivation.

Mais quelle technique employer pour construire un projet de manière collective ?

Il existe diverses manières de pratiquer la co-construction et d'inviter les participants à s'exprimer lors de vos premières réunions. Nous vous présentons ici quelques méthodes communément utilisées mais nous vous invitons à vous appuyer sur le chapitre D « Communiquer avec les précarisés et les mettre en confiance » qui vous donnera de bons procédés d'échanges entre ceux qui vivent la transition de manière choisie et ceux qui la vivent de manière subie.

Nous développons ici principalement trois manières de faire ; la première se construit sur base des situations insatisfaisantes. La seconde se construit sur un ton plus positif et léger en prenant comme base les valeurs et les idées du groupe. La troisième technique pour faciliter la prise de parole est parfaite pour ceux qui souhaitent entrer très rapidement dans le vif du sujet même si elle prive le groupe d'une belle réflexion collective sur les valeurs qui animent chacun.

a. L'analyse des situations insatisfaisantes

L'analyse des situations insatisfaisantes est une technique d'animation communément utilisée en éducation permanente pour faire émerger les idées de projets à construire ensemble.

Elle se déroule en quatre étapes :

1. L'expression des attentes par les participants

Il s'agit de permettre à chacun d'exprimer des plaintes, des colères, des ressentis par rapport à la vie dans leur quartier, leur ville ou leur village par exemple. Aidez-vous d'un tableau ou d'un *flipchart* pour noter les idées et essayez de les regrouper selon les thématiques (problèmes d'insalubrité, isolement (des jeunes comme des séniors), problèmes intergénérationnels, manque d'accès à une nourriture de qualité, absence d'activités pour les enfants et les ados, etc.

Prenez note de tout même si vous sentez que l'idée émise dépasse vos possibilités d'action comme un taux trop élevé de chômage ou le prix de l'énergie et des denrées dans les magasins. C'est important de pouvoir entendre ce qui ronge les participants qui n'ont d'ailleurs pas souvent l'occasion de s'exprimer.

Faites ensuite le tri pour enlever ce qui n'est pas de la compétence du groupe comme faire pression sur les magasins du coin ou un fournisseur d'énergie pour faire baisser les prix.

L'idée ici est de s'attaquer à un problème concret que les participants pourront voir évoluer à court et moyen termes. Cela n'empêche cependant pas le groupe de songer à une action plus politique pour faire entendre leur mécontentement, voire leurs forces de propositions. Les activités proposées dans le cadre de la transition écologique et solidaire ne devraient pas être cantonnées à réparer les dysfonctionnements de la société en veillant, par exemple, à se procurer

une nourriture saine via un potager collectif. Dès que la confiance en soi et dans le groupe devient solide, n'hésitez pas à approcher les associations et ONG qui portent la voix des citoyens sur un plan plus politique et revendicatif pour faire entendre celle du groupe. De cette manière, les participants auront la possibilité de déployer toutes les diverses dimensions de leur citoyenneté, en articulant progressivement le local et le global, l'individuel et le collectif, l'action sur le terrain et les revendications politiques.

2. L'analyse des situations et l'apparition du problème commun

Cette deuxième étape consiste à prendre du recul par rapport aux idées émises et de s'interroger sur le dénominateur commun. Quel est le problème commun ? Recherchez alors ensemble des hypothèses qui pourraient expliquer ce problème (méconnaissance de son voisinage, manque d'investissement dans le quartier, etc.).

Le but est ici de comprendre pourquoi on est arrivé à ces situations insatisfaisantes, voire insupportables. Et donc de mieux maîtriser son contexte.

Pour cette étape vous pouvez faire appel à un outil intitulé l'arbre à problèmes.

L'intérêt de cet outil réside dans une meilleure compréhension des causes et des conséquences d'un problème et par conséquent dans une meilleure perception des actions qu'il est possible d'envisager.

- a. Indiquez le problème central sur le tronc de l'arbre.
Ex : isolement des familles, des personnes
- b. Identifiez ses causes principales et secondaires. Ce sont les racines du problème.
Ex : manque d'un espace convivial, méconnaissance du voisinage
- c. Ensuite, identifiez ses conséquences (sur les branches) et ses effets secondaires (sur les ramifications).
Ex : tristesse, dépression (voire maladie mentale chez des seniors), manque de soutien/de relais dans son quotidien, inaction dans le cadre de la transition écologique et solidaire, etc.

Ensuite, vous transformez l'arbre des problèmes en arbre des objectifs : le problème central devient l'objectif central, les causes deviennent des activités à mettre en place pour atteindre cet objectif et les conséquences deviennent des impacts.

Dans notre exemple :

- l'objectif devient : rompre l'isolement
- les activités à mettre en place sont : la création d'un espace de rencontre, des animations à la carte en faveur des personnes du village, etc.
- les impacts ou résultats attendus sont : augmentation du bien-être, aide dans son quotidien, action envisageable dans le cadre de la transition écologique et solidaire.

3. Les pistes de solutions

Si vous n'utilisez pas l'arbre des problèmes pour identifier les solutions à envisager, voici les questions essentielles à envisager : comment peut-on changer les choses ? Comment peut-on se faire entendre ?

Toutes les idées créatives et farfelues sont les bienvenues. Laissez les participants se lâcher et invitez-les à ne pas s'autocensurer.

Pour sélectionner les projets que le groupe considère comme prioritaires, demandez à chacun de choisir trois projets par ordre d'importance pour établir des priorités. Pour ce faire, collez toutes les propositions de projets sur un mur et invitez chacun à mettre une pastille verte sur le projet qu'il préfère, une orange sur son deuxième choix et une jaune sur le troisième choix.

Discutez des résultats du vote ensemble pour déterminer le projet à construire en priorité.

4. Les bases de la construction de projet

Pour cette dernière étape, veillez à ce que tout le monde soit bien d'accord sur le projet et définissez les grandes lignes :

- quelle est la finalité du projet ? La valeur qui vous anime ? Ex : le partage, l'entraide, etc.
- quel est le but à atteindre ? Ex : création d'un espace de rencontre intergénérationnel, un potager collectif, une bibliothèque d'objets, etc.
- quel est l'objectif final ? Le résultat concret visé à la fin du projet ? Ex : une meilleure connaissance des habitants du village, la création de liens sociaux ou d'un réseau d'entraide, une alimentation accessible pour les habitants, etc.
- quels sont les indicateurs d'évaluation qui permettront de vérifier si l'objectif final a été atteint. Ex : nombre de participants, émergence de nouvelles collaborations, etc.
- quels sont les objectifs intermédiaires ? Les objectifs qui permettent d'arriver à l'objectif final ? Ex : sondage d'intérêt, trouver un local, un terrain, etc.
- quels sont les indicateurs d'évaluation pendant le projet ? Les indicateurs qui vérifient les objectifs intermédiaires et permettent les réajustements.
- quels sont les moyens disponibles sur les plans matériel, humain et financier ? Faites l'inventaire.

Un budget et un planning peuvent s'avérer nécessaire selon les projets.

Toutes ces étapes ne doivent pas être réalisées lors d'une seule réunion. Laissez les idées arriver à maturité. Et encore une fois, soyez souples et laissez la porte ouverte aux modifications suggérées par le groupe même en matière de planning (eh oui !) car il est essentiel que chacun avance à son rythme.

b. Le cercle des valeurs et des idées

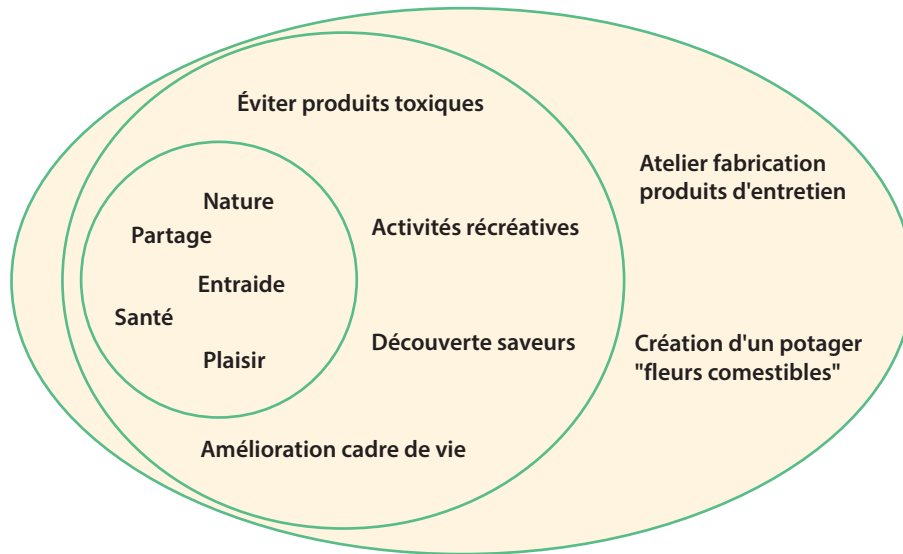
Une autre manière de construire votre première réunion est de démarrer à partir des valeurs qui sont importantes pour les participants. Les propositions risquant d'être nombreuses, veillez à les assembler selon les idées phares.

Inscrivez les valeurs les plus fortes au sein d'un cercle (limitez leur nombre). Cela peut être le partage, l'entraide ou le soin des autres, le plaisir, la nature, la santé.

Dans le cercle suivant, inscrivez de quelles manières on pourrait répondre aux besoins, satisfaire aux valeurs. On reste dans l'idée générale.

Enfin, dans un troisième cercle, il s'agit de définir plus précisément les actions à entreprendre par le groupe.

Parfois une action concrète permet de satisfaire deux besoins, voire plus.



Cet outil est inspiré de la fleur de la permaculture, mais en version simplifiée.

Nous voyons deux avantages à utiliser cet outil du cercle des valeurs et des idées par rapport à la première technique d'animation proposée et focalisée sur les situations insatisfaisantes :

Il permet d'entrée de jeu de se concentrer sur des valeurs positives et sans doute communes aux participants d'horizons divers. Mais surtout, dans ce contexte de mixité sociale, il évite aux participants plus fragilisés sur le plan social la peur du jugement. En effet, il est fastidieux pour des personnes en manque de confiance de s'exprimer en public. S'exprimer sur les problèmes que l'on vit au quotidien est rendu possible, dans les ateliers en éducation permanente, par le fait que les participants partagent des problèmes communs. Ils se reconnaissent mutuellement dans les vécus exprimés et cette empathie favorise la prise de parole, c'est assez confortable. Par contre, en situation de mixité sociale, en présence de personnes plus favorisées, la parole de certaines personnes risque d'être bloquée par la peur du jugement que les personnes plus nanties ou plus diplômées pourraient avoir à leur encontre.

c. Complétez les phrases

De manière plus classique, une bonne manière d'inciter les participants à s'exprimer est de les inviter à compléter des phrases comme :

- Ce qui me dérange (dans mon quartier, mon village), c'est...
- Si j'en avais le pouvoir, je ... Ou, je devrais avoir le droit de...

- Ce qui m'arrangerait dans mon quotidien, c'est ...
- On devrait profiter de ce groupe pour ...

Laissez les participants réfléchir à trois ou quatre propositions pour chaque phrase. Et ensuite, organisez un tour de table qui permette à chacun d'expliquer sa proposition.

Rassemblez les idées et choisissez collectivement des actions prioritaires.

F. Recruter des bénévoles

Nous avons déjà évoqué plus haut (dans le chapitre C *Taquer les freins vécus par les personnes en situation précaire*, point 3 *Socialiser sans avoir peur de perdre ses droits aux indemnités*) la question du bénévolat mais à partir de la situation du bénévole. Ici, nous allons aborder la question sous l'angle du recruteur.

Car co-construire un projet, le monter et le faire vivre, ça nécessite une énergie que l'on n'a pas tout le temps. Et puis avec le temps on s'essouffle. Alors comment recruter du sang neuf ? Amener cette nouvelle énergie insufflée par de nouvelles recrues ?

Si les premières pistes évoquées dans le premier chapitre en matière de réseautage et de communication ne sont pas suffisantes pour former une équipe assez large pour organiser une activité, peut-être faudrait-il songer à vous faire connaître via divers sites Internet dévolus au volontariat ; la plateforme francophone du volontariat, Give a day, Bonnes Causes ainsi que le Guide Social.

Comment cela fonctionne-t-il ? doit-on être constitué en ASBL ? ou peut-on juste être un groupement informel de citoyens pour bénéficier de ces services ? A quels critères faut-il répondre pour bénéficier d'une aide ?

Pour faire appel au volontariat, il faut être une association de fait ou une ASBL. Cette distinction est importante surtout au moment où vous assurez les volontaires.

Cette aide est-elle ponctuelle ou plus structurelle ?

Les deux ! Le cadre légal autorise l'engagement occasionnel comme celui à long terme.

Faut-il signer un contrat avec le volontaire ? Quel âge doit-il avoir ? Faut-il prévoir un défraiement ?

Selon le site levolontariat.be, la loi relative aux droits des volontaires⁴² ne prévoit aucune limite d'âge. Ainsi rien n'interdit aux mineurs d'exercer une activité bénévole. La loi interdit seulement aux mineurs d'être administrateurs d'ASBL ainsi que moniteurs dans les centres de vacances pour lesquels il faut avoir atteint l'âge de 16 ans.

Le volontariat est une activité « sans obligation » du volontaire à l'égard de l'organisation. Il ne nécessite donc pas de contrat, mais vous devez donner la preuve qu'une « note d'information » écrite a bien été fournie au bénévole. Cette note d'information doit comporter quatre éléments :

⁴² Loi du trois juillet 2005 relative au droit des volontaires, [en ligne :] https://etaamb.openjustice.be/fr/loi-du-03-juillet-2005_n2005022674.html.

« Le statut de l'organisation, le but désintéressé et, dans le cas d'une association de fait, l'identité du ou des responsables.

Les contrats d'assurances qui couvrent l'action du volontaire. C'est le moment d'engager une discussion sur la nature des activités qu'il aura à mener et des risques encourus.

Les défraiements éventuels : l'organisation peut proposer le remboursement de certains frais engagés par le volontaire. Ce n'est pas une obligation mais si elle le fait, l'organisation doit respecter certains critères imposés par la loi.

Si la future fonction du volontaire l'impose, préciser qu'il doit respecter un devoir de discrétion ou le secret professionnel (et, dans ce dernier cas, l'informer des exceptions au secret professionnel prévues dans le code pénal⁴³)

C'est le minimum requis par la loi. L'information communiquée au volontaire peut dépasser ces quelques éléments »⁴⁴.

Faut-il prévoir une assurance ?

Le site *levolontariat.be* nous explique que « la responsabilité civile du volontaire est différente selon le type d'organisation dans laquelle il exerce son activité et selon le type de faute commise.

- La loi oblige les organisations à prendre une assurance qui couvre au minimum la responsabilité civile de leurs volontaires.
- Seules les associations de fait qui ne comptent aucun travailleur rémunéré et qui ne font pas partie d'une structure plus large sont dispensées de cette obligation. Dans ce cas, le volontaire devra veiller personnellement à être couvert par une assurance familiale. La loi précise d'ailleurs que ces assurances familiales ne peuvent désormais plus exclure de leur champ d'application les dommages résultant d'une activité volontaire.
- Une organisation n'est pas responsable des dommages causés par un volontaire à autrui si la faute commise a un caractère grave, répétitif ou intentionnel.

La loi ne décharge en rien le volontaire de sa responsabilité pénale »⁴⁵.

Libre à vous, par la même occasion, d'opter pour une assurance dommages corporels et/ou une protection juridique.

Que coûte l'inscription de l'association et la diffusion d'une annonce ?

Toutes les associations qui créent un compte sur la plateforme du volontariat peuvent publier des petites annonces gratuitement pour leur recherche de bénévoles.

Chez Give a day, il n'y a pas de frais d'inscription pour s'inscrire sur la plateforme et publier des annonces. Cependant, les associations ne peuvent contacter que trois bénévoles par jour au maximum.

⁴³ Il s'agit, notamment, de la dénonciation obligatoire prévue par la loi et du témoignage en justice ou devant une commission parlementaire.

⁴⁴ « Un contrat de volontariat ? Non mais ... », La plateforme francophone du volontariat, [en ligne :] <https://www.levolontariat.be/un-contrat-de-volontariat>, consulté le 01/06/2023.

⁴⁵ « Les volontaires sont-ils assurés ? », La plateforme francophone du volontariat, [en ligne :] <https://www.levolontariat.be/les-volontaires-sont-ils-assures>, consulté le 01/06/2023.

On peut devenir membre de Give a Day, en payant un abonnement de 180 euros par an, qui donne accès au secrétariat social (contrats, notes de frais, communication...) et permet de contacter autant de bénévoles qu'on le souhaite. Selon Give a day, « 99 % des associations ne respectent, en effet, pas leurs obligations légales. On veut, ici, les aider à bien gérer leur bénévolat »⁴⁶.

Associations à contacter :

- La plateforme du volontariat qui vous fournit toutes les informations juridiques concernant le volontariat en Belgique :
Plateforme du Volontariat | <https://www.levolontariat.be/>
- Give a day :
Des annonces de bénévolat ou volontariat pour les bénévoles et les associations (<https://www.giveaday.be/fr-be>)
- Pour les ASBL et non les associations de fait, il y a aussi le site « Bonnes causes » de la fondation Roi Baudouin :
<https://www.bonnescauses.be/>
- Enfin n'oublions pas le site du Guide social sur lequel vous pouvez mettre gratuitement une annonce faisant appel à des bénévoles :
<https://pro.guidesocial.be/>

G. Trouver du financement

Certaines actions nécessitant plus de fonds que d'autres, nous avons pris la liberté de consacrer un chapitre de ce guide au financement, même si cette question n'a pas été soulevée dans les résultats de notre enquête auprès du réseau en Transition. Nous ne doutons pas qu'il sera tout de même utile aux personnes qui- au sein ou en dehors de réseaux existants comme Transition ou le RCR² - auront l'ambition de monter un projet. Nous vous présentons donc ici quelques pistes pour financer un projet écologique et solidaire. Tels étaient les critères à partir desquels nous avons interrogé plusieurs plateformes de financement participatifs et fondations.

Nous complétons ces pistes en abordant les budgets participatifs ainsi que la récolte de fonds avec déduction fiscale organisée par la Fondation Roi Baudouin.

a. Le Crowdfunding

Nous avons interrogé plusieurs plateformes de financement participatif afin de vous faciliter la tâche. Pour ce faire nous leur avons soumis un petit questionnaire auquel plusieurs d'entre elles ont bien voulu répondre.

Financent-elles des projets écologiques et solidaires ? Quels sont les projets porteurs ? Les critères pour proposer un projet ? De quelle manière travaillent-elles ? Quel montant espérer ? Voici quelques éléments qui devraient répondre à vos premières questions. Mais pas que ! Si vous êtes en recherche d'inspiration, consultez les liens que ces plateformes proposent sur les projets qu'elles estiment porteurs. Vous y découvrirez de magnifiques idées.

⁴⁶ Mathieu Jacobs (Coordination Générale chez Give a Day), entretien avec l'auteur, Bruxelles, 8 juin 2023.

1. La plateforme Growfunding

La plateforme Growfunding émane d'un projet de recherche piloté par la Hogeschool Odisee (Université des sciences appliquées dont les campus sont répartis en Régions flamande et bruxelloise). En 2012, un groupe de travail est constitué pour développer un outil qui permette de créer de nouvelles formes de solidarité et de participation en milieu urbain. En 2013-2014 les premières campagnes test sont lancées. En 2016, Growfunding s'affranchit de la Haute école et devient une ASBL indépendante.

La plateforme Growfunding finance des projets solidaires, écologiques ou parfois les deux ! Les projets qui attirent particulièrement son attention et qu'elle estime porteurs en termes de solidarité et de développement durable sont les suivants : un magasin où tous les objets sont gratuits en échange d'un merci, un restaurant qui offre des repas de qualité zéro déchet à des personnes précarisées, des vélos adaptés pour partager un moment avec des personnes fragilisées (vieillesse, handicap, maladie, solitude) et promouvoir la pratique du vélo, un café-couture où rien ne se jette mais où tout se transforme, un restaurant de quartier participatif à prix libre, ou encore un documentaire sur l'écocide.

- <https://www.growfunding.be/fr/projects/magasingratuit>
- <https://www.growfunding.be/fr/projects/KOMàlamaison>
- <https://www.growfunding.be/fr/projects/sacrebleu>
- <https://www.growfunding.be/fr/projects/cheveux-au-vent>
- <https://www.growfunding.be/fr/projects/r-usefabrikasbl>
- <https://www.growfunding.be/fr/projects/ecocide>

Parmi les projets qui ont été sollicités par les personnes en situation précaire interviewées par Citoyenneté & Participation⁴⁷, ceux qui auraient une chance de bénéficier d'un soutien sont : un Repair café, une épicerie sociale, un potager collectif, un système d'échange de fruits et légumes, une bibliothèque d'objets, une vélothèque, du prêt et don de vêtements pour être à son avantage lors d'une fête ou d'un entretien d'embauche, un SEL (système d'échanges local), un groupe de glanage, une coopérative énergétique, une cuisine de quartier, un Tiers-lieu ou café social, un poulailler collectif, une bibliothèque avec des cours et des livres de seconde main pour les étudiants.

Les démarches à effectuer pour demander leur soutien sont :

1. Tout d'abord remplir un formulaire de contact en ligne :
 - Quel est votre projet ?
 - Quel est votre besoin financier ?
 - Votre timing ?
2. Un premier entretien est prévu avec un.e membre de l'équipe. Le but de ce rendez-vous est de déceler l'adéquation du projet avec la plateforme et d'évaluer si elle est la meilleure solution pour le porteur de projet.
3. Les porteurs de projet sont invités à suivre un double atelier intitulé " Comment préparer une campagne de crowdfunding".
4. Avec un.e coach de l'équipe, le porteur de projet travaille et prépare les éléments nécessaires pour lancer sa campagne.

⁴⁷ DUBOIS K., « Vers une transition écologique et solidaire. Réflexion sur la précarité et la transition écologique. État des lieux des freins à l'action citoyenne », Bruxelles : CPCP, Analyse n° 475, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-1>.

Les ressources à consulter sur leur site web :

<https://www.growfunding.be/fr/pages/start-a-project/how-it-works>

Offre-elle d'autres types de soutien que du soutien financier ?

Oui ! « *Nous challengeons le projet tout au long de sa campagne pour faire en sorte que leur campagne soit la plus enrichissante possible (en termes de partenariats).*

Nous partageons un maximum nos contacts et réseaux au bénéfice du projet (visibilité).

Nous mettons également à disposition du porteur, un espace pour qu'il puisse y organiser un événement en cours de campagne dans le centre de Bruxelles (Boulevard Anspach). Nous leur donnons les clés pour l'organisation d'un événement / Gestion de projet. »⁴⁸

Les critères pour proposer un projet sont :

- Le projet doit avoir un impact sociétal (participatif, durable, social, circulaire, solidaire, de quartier)
- Le projet doit être développé et actif en Belgique

Les campagnes vont de 1500 euros à 15 000 euros. « *Exceptionnellement nous avons déjà fait des campagnes qui vont au-delà mais avec des entreprises ou institutions qui financent une partie* ».

2. La plateforme Ulule

La plateforme Ulule est une plateforme française créée en 2010. Elle finance des projets solidaires et écologiques.

Les projets qui attirent particulièrement son attention et qu'elle estime porteurs en termes de solidarité et de développement durable sont des « *projets solidaires, culturels, créatifs, entrepreneuriaux, etc. Nous sommes attentifs à ce que les projets aient une dimension collective et communautaire. Nous incitons également les projets qui se lancent en campagne sur Ulule à renseigner une section "Impact et Défis" où ils peuvent faire figurer leurs objectifs de développement durable.* »⁴⁹

Tous les projets qui ont été sollicités par les personnes en situation précaire ont une chance de bénéficier du soutien de la plateforme (soit un repair café, une épicerie sociale, des ateliers DIY (Do It Yourself), un potager collectif, un système d'échange de fruits et légumes, une bibliothèque d'objets, une vélothèque, du prêt et don de vêtements pour être à son avantage lors d'une fête ou d'un entretien d'embauche, un SEL (système d'échanges local), un groupe de glanage, une coopérative énergétique, une cuisine de quartier, un Tiers-lieu ou café social, un poulailler collectif, une bibliothèque avec des cours et des livres de seconde main pour les étudiants.

Pour lancer une campagne sur Ulule, il suffit de remplir un formulaire succinct sur cette page : <https://fr.ulule.com/projects/create/> avec une brève description de votre projet.

⁴⁸ Elodie Dossogne (Chargée de projet chez Growfunding), entretien avec l'auteur, Bruxelles, 4 mai 2023.

⁴⁹ Lucile Tauvel (Directrice des activités crowdfunding chez ULULE), entretien avec l'auteur, Bruxelles, 2 mai 2023.

« Si le projet est accepté, un.e coach accompagnera le porteur ou la porteuse de projet tout au long de sa campagne (préparation, lancement, animation). Ulule est également un organisme de formation certifié et propose différentes formations dont une spécifique à la création de son entreprise ou son association via le crowdfunding ». ⁵⁰

Les ressources à consulter sur leur site web :

- Guides et conseils pour préparer sa campagne et se lancer via notre site <https://community.ulule.com/fr/> ;
- FAQ Ulule : <https://support.ulule.com/hc/fr-fr> ;
- L'ensemble des projets financés sur la plateforme sont également consultables et constituent une très bonne base d'exemples (plus de 43 000 projets) (<https://fr.ulule.com/discover/?sorting=amount&statutes=succes&offset=0>).

Outre les formations à la création d'entreprise, Ulule organise de nombreux appels à projets avec des entreprises et fondations partenaires qui apportent visibilité et soutien financier à certains projets selon différentes thématiques. La plateforme propose aussi un accès à la boutique Ulule, où sont distribués certains projets financés sur la plateforme : <https://boutique.ulule.com/>

Les critères pour proposer un projet :

« Nous acceptons toutes sortes de projets, peu importe leur statut (particulier, entreprise, association) ou leur thématique (projets entrepreneuriaux, créatifs, solidaires, culturels, artistiques, etc.).

Nous refusons :

- les projets avec des contreparties financières sous forme de prêt ou prise de participatif au capital ;
- les projets qui portent atteinte à la dignité humaine, à caractère raciste, sexiste, violent, diffamatoire, qui incitent à la haine, etc. ;
- les projets de financement de parti politique ;
- les projets de financement de religion ou lieux de cultes.

Pour se lancer sur Ulule, il faut également avoir un compte bancaire dans la Zone Sepa ou en Amérique du Nord » ⁵¹.

Les campagnes collectent en moyenne 5 000 euros sur Ulule, ce qui représentent une centaine de soutiens (don moyen = 50 euros).

3. Mimosas : rencontre avec une porteuse de projets

Cette plateforme d'origine française est dédiée aux projets d'agriculture et d'alimentation durable.

Sur leur site, on peut découvrir les types de projets qu'ils aident à financer ; ils touchent à la santé et au bien-être, au climat, à la biodiversité, à la bien-être animale, aux énergies renouvelables, à l'amélioration du niveau de vie, à la cohésion sociale, à la réduction des déchets, à la souveraineté alimentaire, aux ressources naturelles.

Pour vous donner une idée des projets que la plateforme soutient, nous avons relevé quelques initiatives qui viennent d'être financées :

⁵⁰ Lucile Tauvel (Directrice des activités crowdfunding chez ULULE), *op. cit.*

⁵¹ *Ibid.*

- Un atelier de production locale et de distribution de poteries d'arrosage Oyas
- La rénovation de la cuisine d'un restaurant aux valeurs environnementales fortes
- La restauration d'une marre
- Un poulailler mobile
- La mise sur pied d'une « école du dehors »

Comme on aime partager les expériences, nous avons décidé de rencontrer Victoria Dupont⁵², une porteuse de projet à Genly dans le Hainaut qui a eu recours à la plateforme Miimosa pour lancer la micro-ferme La Grange et ses jardins.

Grâce au crowdfunding, Victoria a pu construire des abris pour les animaux de la ferme, trois chèvres, des poules, deux ânes et un cochon qui cohabitent paisiblement et font le bonheur des enfants des écoles environnantes.

Pourquoi avoir choisi Miimosa pour lancer votre campagne de crowdfunding ?

« J'ai regardé diverses plateformes et c'était celle qui se rapprochait le plus du projet que je souhaitais développer. Il rentrait parfaitement dans leurs thèmes "biodiversité" et "agriculture". Le lien était cohérent.

Quels sont les démarches pour proposer un projet chez Miimosa ?

Il faut remplir questionnaire en ligne. Puis une personne te contacte pour te suggérer des modifications. Elle t'aide à décrire et étoffer le projet pour mieux le vendre.

J'ai fait un dossier avec un budget détaillé mais aussi avec les contreparties que je proposais.

J'ai vraiment bien été aidée du début à la fin. J'ai été épaulée tout au long du processus pour bien ajuster le timing dans la communication ; savoir quand relancer une information pour ne pas relâcher l'attention des crowdfunders et essayer d'élargir de réseau de donneurs potentiels.

Tout s'est fait par téléphone. »

Les démarches à entreprendre sont-elles pesantes ?

« Pas du tout. Comme c'était motivant de lancer le projet, ces quelques ajustements et démarches ne sont pas lourdes à supporter. Et puis tout est bien expliqué. On est bien guidé. Et on n'a pas à gérer de l'administratif pour rien. C'est clair et précis. Il y a même des vidéos qui expliquent comment ça fonctionne. »

Quel montant peut-on solliciter ?

« On peut demander une grosse somme. Je ne sais pas s'il y a une limite. Mais il faut s'y prendre par pallier. Par exemple, on ne demande pas 5 000 euros d'un coup. On va lancer une première campagne sur 1500 euros puis 2 000 euros et enfin 1500 euros. »

À chaque fois qu'un pallier est atteint, vous avez les dons, et on vous contacte pour définir la meilleure stratégie pour entamer le pallier suivant.

⁵² Victoria Dupont, créatrice de « la Grange et ses jardins », entretien avec l'auteur, Genly, 15 juin 2023.

« Si un pallier n'est pas atteint, les dons sont reversés aux contributeurs. »

Ça dure combien de temps une campagne de dons ?

« Les contributeurs ont 30 jours. C'est court, mais avant il y a toute une préparation de 30 jours également avec l'employé de Miimosa pour te faire connaître et diffuser tes informations sur les réseaux sociaux. Et si le premier pallier démarre bien on peut ajouter 10 jours.

La communication, c'est à moi de le faire sur mes réseaux. »

Quel souvenir gardez-vous de cette campagne ? les bons et mauvais moments ?

« Des bons ! À chaque fois que tu vois que ton projet bénéficie de soutiens et que les gens y croient, c'était vraiment chouette. En fait, on passe par plein de phases. On est déjà très content quand on atteint le premier pallier. J'ai réalisé aussi que j'aimais bien vendre ce projet.

Mauvais ? Pas vraiment. Ou peut-être quand ça stagne au début. Mais il faut du temps pour installer de la confiance. J'ai croisé une dame qui me disait vouloir soutenir le projet mais au moment où le site l'invitait à payer elle a eu peur. Ça a bloqué certaines personnes qui n'ont pas confiance en la plateforme parce qu'ils ne connaissent pas le crowdfunding. »

Quels conseils donneriez-vous à quelqu'un qui lance une campagne de crowdfunding pour la première fois ?

« De se lancer s'il croit en son projet. Ne pas hésiter, qui ne tente rien n'a rien ! »

b. Les Fondations

Nous avons contacté plusieurs fondations. Mais seule la fondation Mycelium a accepté de répondre à nos questions. Pour information, nous signalons l'existence dans ce chapitre de la fondation QiGreen et de BePlanet mais sans pouvoir vous fournir d'informations utiles.

1. La fondation Mycelium

La fondation Mycelium est active depuis 2020. Elle finance des projets à la fois solidaires et écologiques.

Les projets qui attirent son attention sont « a priori tous les projets émergents/naissants qui ont une dimension collective, écologique, solidaire... radicale dans le sens mycélien du terme et qui ne disposent pas encore du cadre ou ne remplissent pas les critères de sélection pour obtenir des subsides auprès de pouvoirs publics et autres fondations plus traditionnelles (mainstream). Nous soutenons en particulier des initiatives transdisciplinaires, intersectionnelles, décoloniales, éco-féministes... »⁵³

Voir leur page sur les Initiatives soutenues – Fondation Mycelium – https://fondation.mycelium.cc/initiatives_soutenues/.

A priori, tous les projets qui ont été sollicités par les personnes en situation précaire lors de notre enquête (repair cafés, etc.) ont une chance de bénéficier du soutien de la plateforme mais « Dans la pratique ce type de projets peut souvent

⁵³ Bénédicte Allaert pour la Fondation Mycelium, entretien avec l'auteur, Bruxelles, le 26/04/2023.

bénéficier d'autres sources de financement (budgets participatifs/citoyens, etc.) et donc ceux que nous soutenons ont une dimension particulière comme par exemple la place des personnes migrantes au cœur du projet, etc. »

Pour demander le soutien de la fondation Mycelium, il faut d'abord remplir deux formulaires ; l'un en ligne et un autre à remplir et envoyer par email.

<https://fondation.mycelium.cc/#participer>

Vous recevrez une réponse dans la semaine qui suit les réunions en Conseil d'octroi qui ont généralement lieu en juin et en novembre.

Les critères pour proposer un projet :

La fondation Mycelium soutient « essentiellement (mais pas exclusivement) des projets sur le territoire belge. Nous avons soutenu quelques initiatives françaises pour leur capacité à inspirer d'autres initiatives et à faire lien avec nous ».

Les critères de sélection qui servent de cadre de référence sont les suivants :

- « Alignement sur la raison d'être de la fondation, elle-même alignée sur la raison d'être de Mycélium en cohérence avec les principes qui nous guident : en particulier nous soutenons les initiatives qui œuvrent dans une éthique de justice, de soin et de non-domination. Des initiatives qui réinventent et agissent à partir de modes de fonctionnement autres que ceux fondés sur la dualité et la pensée binaire.
- Est-ce que le projet a une dimension collective ? Les personnes qui présentent un projet personnel se sont pas exclues d'office mais doivent pouvoir montrer que leur projet est au service d'un collectif ou d'une initiative collective dans laquelle elles s'engagent activement.
- Énergisant et inspirant : Initiative et collectif audacieux et catalyseur, qui montre le chemin, qui inspire d'autres initiatives. Potentiel d'effet multiplicateur (pollen).
- Connecté à Mycélium: Quels sont les liens d'échanges qui sont déjà établis avec l'écosystème de Mycélium ? »⁵⁴-

Les porteurs de projets peuvent demander un soutien financier entre 500 euros et 10 000 euros. La plupart des bourses « racines et pollens » oscillent entre 2 000 et 5 000 euros. Ces dernières sont octroyées deux fois par an, au printemps et à l'automne.

www.fondation.mycelium.cc

2. La fondation QiGreen

La fondation QiGreen a été fondée en 2018. Elle finance des projets à portée environnementale et sociale. Mais l'accent nous semble d'avantage mis sur l'écologie.

Les projets qui attirent son attention sont ceux « qui créent ou soutiennent des initiatives locales, qui s'engagent à longue échéance et qui présentent un effet démultiplicateur potentiel »⁵⁵. Cela va du recyclage de déchets plastiques à la création d'une cuisine équipée professionnelle pour des maraîchers et trans-

⁵⁴
⁵⁵

La Fondation Mycelium - <https://fondation.mycelium.cc/#participer>, consulté le 05/05/2023

QiGreen, pour une transition écologique vers un développement durable - <https://qigreen.be>, consulté le 01/06/2023

formateurs, en passant par la réalisation de vidéos, le soutien des activités d'un tiers-lieu pour faciliter les rencontres et les savoir-faire ou la plantation d'arbres dans des écoles africaines.

Le projet que vous proposez « doit être compatible avec un des 14 objectifs défendus par la Fondation :

1. conserver la santé des sols ou les régénérer.
2. assurer une agriculture biologique.
3. maintenir ou développer des habitats naturels, par exemple par l'achat de prairies, marais, et forêts, pour lutter contre la bétonisation.
4. recoloniser certains milieux de vie.
5. lutter contre le déclin des populations d'abeilles et insectes pollinisateurs.
6. aménager les territoires pour favoriser le maillage écologique (circulation des espèces animales).
7. assurer le bien-être animal.
8. éviter la disparition des espèces animales et végétales, notamment en conservant leur patrimoine génétique.
9. soutenir l'enseignement de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.
10. maintenir la qualité de l'eau en tant qu'élément essentiel du cycle de la vie.
11. promouvoir la production d'eau et l'irrigation en milieu asséché.
12. promouvoir la conscientisation citoyenne à l'urgence de répondre aux défis écologiques par des moyens tels que le soutien à l'édition d'ouvrages, la production de vidéos, l'organisation de conférences...
13. préparer les générations futures par une éducation au respect des êtres vivants et de la nature.
14. acquérir des terres pour y mettre en place les pratiques citées ci-dessus »⁵⁶.

Pour demander le soutien de la fondation QiGreen, il faut d'abord remplir un formulaire de soumission en dans lequel vous expliquez le projet, ses objectifs, les résultats attendus, la stratégie, les données financières, etc. Bref, le dossier doit être bien solide.

Une première analyse des demandes a lieu en avril et en octobre. Ensuite un comité de sélection se réunit pendant les deux mois suivants pour accepter ou non les projets soumis.

Nous n'avons malheureusement aucune idée des montants que la fondation peut octroyer aux projets qu'elle soutient.

QiGreen, pour une transition écologique vers un développement durable-
<https://qigreen.be/>

3. La fondation BePlanet

La fondation BePlanet a été créée en 2015 pour, peut-on lire sur le site, « soutenir et accompagner des projets durables portés par des associations et des collectifs de citoyen.ne.s. »⁵⁷

⁵⁶ La mission et les objectifs de la Fondation QiGreen - <https://qigreen.be/>, consulté le 01/06/2023.
⁵⁷ Be Planet - <https://www.beplanet.org/>, consulté le 02/06/2023.

Malheureusement on ne peut vous en dire plus car cette fondation n'a pas répondu à nos sollicitations et leur site web ne fournit pas d'informations claires sur la manière de soumettre un projet. Leur offre de service est floue. D'après ce que nous en comprenons, l'idée est d'organiser une campagne intitulée Proximity au sein de la commune. Mais est-ce votre commune qui doit solliciter un partenariat avec BePlanet ? Nous n'en savons rien et c'est bien dommage.

<https://www.beplanet.org/>

c. Les budgets participatifs

Le budget participatif est un mécanisme récent permettant aux citoyens de participer activement à la vie de la commune. Mais ce mécanisme n'est pas généralisé et ne concerne pas l'ensemble des communes. Renseignez-vous auprès de votre commune pour vérifier que ce mécanisme est en œuvre. Pour ceux qui n'en ont jamais entendu parler, il s'agit d'une partie du budget communal que le conseil communal décide d'affecter à des projets qui émanent de citoyens. Ces derniers doivent être constitués en comités de quartier ou en associations dotées de la personnalité juridique. Certaines communes sont cependant plus souples. À Tournai, par exemple, si vous êtes trois habitants d'un même quartier, vous pouvez présenter votre idée de projet.

Que l'on ne s'y trompe pas ; les citoyens ne se voient pas confier la gestion du budget participatif. Le principe est autre : le conseil communal lance un appel à projets accompagné de critères de sélection comme le fait de représenter un intérêt pour la commune. Cela peut être le reverdissement d'une place ou la rénovation d'un local, l'installation de mobilier urbain pour faciliter les rencontres ou encore l'aménagement d'un jardin collectif. Ensuite, un jury sélectionne un ou plusieurs projets qui bénéficieront de ce budget participatif dont les montants sont extrêmement variables d'une commune à l'autre.

En résumé, en tant que citoyen, il vous est loisible d'orienter la décision d'une commune en matière d'investissement, mais pas de recevoir un budget à gérer. Ceci dit, cela vaut tout de même la peine de vous renseigner auprès de votre commune.

d. La récolte de fonds avec déduction fiscale

La Fondation Roi Baudoin vous permet de récolter des dons pour un projet précis et limité dans le temps. Il ne sert donc pas à financer vos frais de fonctionnement, ni un événement, ni une formation.

Pour y avoir accès, vous devez soumettre votre projet accompagné d'un budget solide à la Fondation Roi Baudoin. Mais il faut aussi démontrer que votre association est capable d'organiser une collecte de fonds en mettant en place un plan d'action, une liste de contacts et un secrétariat pour gérer la collecte.

Votre projet sera étudié par le comité de philanthropie locale de la Fondation qui déterminera si votre projet est recevable.

Si c'est le cas, un compte est ouvert durant 18 mois maximum.

Il n'y a pas de somme minimale ou maximale. Dès que la somme désirée est atteinte ou que vous êtes arrivés aux termes des 18 mois, le compte du projet est clôturé.

Ce système permet de rassurer les donateurs qui, de plus, bénéficient d'une réduction d'impôt de 45% sur un don minimum de 40 euros. Et c'est la Fondation qui fournit les attestations fiscales.

En échange de ces services, la FRB prélève 250 euros sur les premiers dons ainsi que 2% sur une collecte dépassant la somme de 25 000 euros par an.

Une option intéressante à garder en tête.

Si vous désirez en savoir plus : <https://kbs-frb.be/fr/compte-de-projet>

Le site Donorinfo propose aussi au public de faire des dons à une association. Ceux-ci peuvent se faire en argent ou en matériel.

<https://www.donorinfo.be/fr>.

II. QUE RETENIR ?

Comme nous venons de le voir les besoins, du côté des porteurs de projets comme des personnes en situation précaire sont nombreux ; des besoins de réseautage, de communication pour les uns et des besoins de résolutions concrètes de problèmes récurrents pour les autres.

À la lecture de l'ensemble des pistes que nous proposons, la tâche peut sembler immense et elle l'est en effet. Loin de vous décourager, nous espérons, au contraire que toutes ces informations vous motiveront pour vous lancer dans une nouvelle aventure humaine. Ce guide devrait en tous cas vous épargner bon nombre d'heures de recherche ou d'éventuels oublis.

S'il fallait résumer ce guide sous forme de to-do list, voici ce qu'il faudrait en retenir :

- réfléchir en équipe à la manière dont on pourrait rendre service à d'autres citoyens afin de se faire connaître mais aussi de les rendre plus disponibles pour construire ultérieurement un projet aux connotations plus écologiques. Quels sont les besoins à couvrir dans la région ? Si on hésite, on sonde les voisins. Devrait-on investir son énergie dans un service d'aide administrative et informatique ? Ou un service d'aide scolaire ? Se sent-on prêt à lutter contre la précarité énergétique ? À apprendre avec d'autres personnes à construire un chauffe-eau solaire ? À participer à des chantiers collaboratifs ? À se former pour devenir tuteur énergie ? Quels projets créatifs et enthousiasmants peut-on mettre en place pour répondre à ces besoins ?
 - si cela n'a pas été organisé par la commune, lister tous les services disponibles (dans le domaine de l'aide administrative et informatique, du soutien scolaire, de l'amélioration du confort énergétique), mais qui doivent faire l'objet d'une communication. Puisqu'il s'agit de services aux citoyens, une collaboration matérielle avec la commune pourrait être envisagée.
 - prévoir une équipe pour mettre en place un service essentiel mais qui fait défaut comme par exemple un écrivain public.
 - prévoir une équipe qui gère la recherche de financement pour mettre le service en place ou apporter les fonds nécessaires à un projet plus important
- Utilise-t-on une plateforme de crowdfunding ?

- ▶ Fait-on appel à une fondation ?
- ▶ S'orienter-t-on vers le financement participatif ? Pour autant que la commune soit concernée et qu'elle y voit un intérêt pour la collectivité ;
- réfléchir à la manière de lever les freins que sont la mobilité, la garde des enfants. Anticiper les problèmes pour annoncer les solutions que le groupe met en place. Cela rassurera les personnes de savoir qu'il existe des issues pour se rendre aux activités dévolues à la transition écologique et sociale.
 - ▶ Quelle solution adopter en matière de mobilité ? La mise en place d'un service de partage de voiture comme Wibee ou Cozywheels ? Le développement d'une véritable stratégie de déplacement, avec éventuellement le soutien de l'entreprise française Ecov, en collaboration avec les autorités locales ?
 - ▶ Quelle solution mettre en place pour la garde des enfants ? Des animations ?
- prévoir une équipe communication pour gérer :
 - ▶ la conception et la distribution de flyers et d'affiches (textes courts et simples) à distribuer dans les boîtes aux lettres, les commerces et auprès des institutions de la région qui partagent les valeurs de votre groupe ;
 - ▶ la création d'un stand attractif pour se rendre visible lors d'un événement local ;
- mais communiquer sur quoi ? Soit :
 - ▶ sur les services existant et non connus, en matière d'aide scolaire, administrative et énergétique
 - ▶ sur les services que votre groupe met en place pour pallier les lacunes dans ces domaines
 - ▶ sur des propositions de projets qu'il semble pertinent d'essayer, des projets écologiques et solidaires comme une bibliothèque d'objets ou de vélos pour enfants,
 - ▶ sur les solutions que votre groupe propose en matière de mobilité et de garde d'enfants
 - ▶ sur l'aide proposée par le groupe pour accompagner la personne, qui bénéficie d'une aide sociale, à faire les démarches nécessaires pour pouvoir être bénévole au sein de votre projet citoyen sans risquer de perdre ses droits sociaux.
- penser à apporter du sang neuf au sein de l'équipe car de nouvelles tâches émergent régulièrement qui exigent d'autres compétences, d'autres formes d'engagement. Des sites dédiés au volontariat comme la plateforme francophone du volontariat, Give a day, Bonnes Causes ainsi que le Guide Social peuvent être d'une grande aide.

Si le groupe parvient, par sa force de communication ou d'organisation de services, à aider et se faire connaître auprès des personnes vivant une forme de précarité, tout ce que l'on peut vous conseiller est de fêter cette première phase fondamentale ! La célébration, c'est important pour entretenir la dynamique et l'enthousiasme du groupe. Vous avez fait le plus difficile, d'autant plus que, pour certains, vous avez dû sacrifier votre part de militance écologique au profit du social uniquement. Chapeau bas !

Si tout va bien à ce stade, le groupe est désormais élargi. Il peut désormais se pencher sur des projets à la fois solidaires et écologiques. Mais comment ?

- Organiser une première réunion dont l'objectif est de mettre à l'aise et de déculpabiliser chacun par rapport à son niveau d'engagement. L'outil d'Ecotopie intitulé *Les saisons de l'engagement* nous semble l'idéal. Avec un peu de pratique, on peut même y faire participer les enfants.
- Construire de manière collective. Pour cela, on peut partir des situations insatisfaisantes vécues par les membres du collectif ou imaginer des projets à partir de valeurs communes.
- Garder comme valeur essentielle l'équité et non l'égalité. Chacun s'investit selon ses possibilités et les impératifs de la vie.
- Construire un récit positif, laisser de la place aux rêves.
- Et puis surtout, ne pas se mettre la pression, s'économiser, accepter l'idée que votre projet peut mettre du temps à se construire.

Vous êtes arrivé au bout de ce guide, on vous en félicite car nous sommes bien conscients de la quantité de matière que nous y avons insérée.

La publication suivante est, rassurez-vous, plus rafraîchissante et vous expose les expériences de quelques porteurs de projets qui ont réussi l'union entre l'écologique et le solidaire.

CONCLUSION

C'est l'histoire d'un mec ...

Non, en réalité c'est l'histoire d'approximativement 250 personnes qui ont toutes d'une manière ou d'une autre collaboré à ce projet ; des membres du réseau en Transition, des responsables d'associations, des porteurs de projets, des chercheurs, des formateurs et surtout 168 personnes (dont 91 vivent une forme de précarité) interviewées dans la rue, sur les marchés.

C'est aussi l'histoire de claques.

Celle que les précarisés se prennent gentiment quand ils découvrent – par l'intermédiaire des ateliers en éducation permanente de Citoyenneté & Participation – que des citoyens se mobilisent près de chez eux dans des projets enthousiasmants, qui pourraient les aider dans leur quotidien et leur recherche de liens sociaux, mais qui ne comprennent pas pourquoi ils n'en jamais entendu parler.

Celle qu'ils se prennent en pleine figure quand des porteurs de projets citoyens (au sein ou non du réseau en Transition) leur font bien comprendre qu'ils ne sont pas les bienvenus au sein de leur initiative, qu'ils ne sont pas à leur place. Et celle-là est particulièrement douloureuse.

Celle que nous nous sommes prises chez Citoyenneté & Participation quand notre collègue Dounia Tadli s'est penchée sur les raisons de cette distance entre les transitionneurs et les précarisés, un phénomène qui s'explique sociologiquement parce que « *voyez-vous ma bonne dame, les transitionneurs, eux, sont conscients de l'état de la planète, ils sont bien éduqués, éveillés et ont pris une longueur d'avance sur le reste de la population* ».

Celle que nous avons infligé, il est vrai mais avec beaucoup de précaution, aux coordinateurs du réseau en Transition quand nous les avons interrogés sur la mixité sociale au sein du réseau. Heureusement ils l'ont plutôt bien pris car eux aussi se posaient les mêmes questions. Ce qui nous a permis de collaborer sur une première enquête en 2019 à laquelle une quarantaine de transitionneurs ont répondu.

Une claque encore quand nous avons analysé les résultats de cette enquête pour découvrir la violence de quelques préjugés.

Enfin, la gifle infligée par des chercheurs qui tentaient de nous convaincre de créer un réseau en Transition bis pour les personnes en situation précaire au lieu de tenter une mixité qui, selon eux, ne pouvait qu'aboutir à un échec puisque reproductrice d'inégalités sociales.

Alors quoi ? On se contente de mettre des poches de glace sur nos joues enflées et douloureuses et on laisse tomber ?

Le fait est que nous avons envie de tenter d'écrire une autre histoire parce que nous, on avait dans les mains le début d'un récit écrit par des personnes volontaires, généreuses, enthousiastes. Ces personnes, ce sont les personnes fragilisées par les aléas de la vie qui nous disaient avoir besoin de collaborer avec des voisins qui ont des compétences qu'elles n'ont pas pour créer et faire vivre un

projet dans lequel elles souhaitaient s'engager. Ce sont aussi les transitionneurs qui se disaient prêts à tenter la mixité sociale mais ne savaient comment s'y prendre et nous livraient leurs réflexions, leurs questionnements et leurs besoins.

Si on ajoute à cela la conviction profonde que la solution à bon nombre de problèmes (notamment de santé mentale) est à chercher dans la création et le maintien de liens sociaux, alors cela valait la peine de s'engager dans un projet.

Le fait est que nous n'avions aucune idée, au départ, du type de projet qui nous attendait, aucune idée de l'ampleur qu'il allait prendre. Nous avons pris le pli d'avancer en fonction des réponses qui s'offraient à nous. Après avoir décortiqué les résultats de l'enquête menée au sein du réseau en Transition, nous aurions pu nous contenter de proposer des formations pour sensibiliser les transitionneurs aux diverses formes de précarité. Mais au nom de quoi ? Au nom de qui ? Et puis surtout nous n'avions pas suffisamment d'éléments en notre possession pour répondre aux besoins des transitionneurs qui souhaitaient ouvrir leurs activités à un public plus vaste et hétéroclite sur le plan social. Bien sûr nous avons travaillé avec des personnes en situation précaire qui étaient prêtes à se lancer dans une aventure citoyenne mais étaient-ils nombreux en réalité ? Est-ce que la transition écologique, comme l'affirmaient des transitionneurs, n'intéressaient pas les personnes en difficulté ? à quelles conditions auraient-elles envie de co-construire un projet citoyen ? Qu'est-ce qui les motive ? Qu'est-ce qui les freine ?

On avait des informations pertinentes offertes par des transitionneurs, on devait à présent en chercher du côté des personnes vivant une forme de précarité. Alors on a préparé une seconde enquête pour aller à leur rencontre mais ce satané virus nous a contraints à suspendre notre travail.

Une fois déconfinés, nous avons pu aller trouver toutes ces personnes qui nous ont alimentées. Les résultats de cette seconde enquête étaient eux aussi très riches d'enseignements. Ils nous ont permis d'identifier les projets qu'ils souhaitaient voir se réaliser près de chez eux, ce qui les motivait, les canaux de communication à privilégier, leurs besoins, leurs motivations mais aussi leurs freins.

Et nous avons fait la connexion entre les résultats de nos deux enquêtes. Cependant ils ne nous offraient pas toutes les réponses que nous recherchions pour satisfaire les transitionneurs et les personnes fragilisées par le contexte socio-économique qui est le nôtre. Alors on s'est mis à rechercher des solutions quand il y en avait ou au moins des pistes pour répondre aux besoins de chacun. Et nous ne remercierons jamais assez les transitionneurs qui nous disaient être en manque de projets inspirants. Car cela nous a permis de rencontrer des personnes enthousiasmantes et débordant d'humanité qui ont réussi le pari de la mixité sociale parce qu'elles avaient construit des projets qui étaient à la fois écologiques et solidaires.

Là encore, naïvement, au moment d'aborder l'écriture, nous nous étions dit que nous allions rédiger une seule publication, un guide pour aider les citoyens à monter un projet écologique et solidaire mais au fur et à mesure des recherches et de l'écriture, nous sommes passés à deux, puis à trois et enfin à quatre publications pour ne pas sortir une brique indigeste qui effraierait n'importe quel lecteur. Ainsi la première traite de la question des freins qui empêche la rencontre entre les transitionneurs et les précarisés – préjugés compris, la seconde – celle que vous lisez actuellement – vous donne toutes les pistes que nous avons trouvées pour lever ces freins. La troisième permet de faire connaissance avec des por-

teurs de projets qui ont accepté de partager leurs expériences avec nous et enfin la quatrième prend un peu plus de hauteur et nous interroge sur l'imbrication des initiatives citoyennes et d'un rôle que nous attendons de l'État pour participer lui aussi à une transition écologique et solidaire plus efficace.

Nous venons donc d'arriver aux termes de quatre années de travail (interrompues par un virus) et quand on regarde le chemin parcouru, qu'on repense à toutes les personnes qui ont participé à ce projet, à toutes ces informations extrêmement riches qui nous ont été offertes ou que nous avons cherchées et que nous avons digérées, et bien on ne regrette rien. Si c'était à refaire, on le ferait encore car au-delà de l'utilité – nous l'espérons du moins – de ce guide, ce projet nous a donné toute une palette d'émotions de l'indignation à l'émerveillement sans jamais se décourager.

Car, ce qui nous animait profondément, c'était de vouloir répondre à tous ces transitionneurs actuels et futurs qui se posent les bonnes questions et ont pour ambition de participer à un monde plus juste et résilient.

Nous ne tenons aucune rigueur à ces personnes plus préoccupées par l'écologie que par la solidarité avec ceux qui n'ont pas bénéficié des mêmes cartes qu'eux dans la vie car elles nous ont appris énormément. Parmi elles, il est indéniable que certaines sont emprisonnées dans des préjugés. Mais à côté d'eux il y a certainement aussi des personnes qui ont tenté de lutter contre le système mais qui, épuisées, se sont résolus à en créer un autre, pour eux, pour leurs voisins et qui n'ont sans doute plus la force ou suffisamment d'optimisme pour envisager d'élargir leurs projets ou en construire un qui soit en adéquation avec des valeurs telles que la solidarité envers les plus affaiblis.

À ceux qui restent malgré tout accrochés à leurs préjugés délétères nous ne proposerons que les mots apocryphes de Gabriel Garcia Marquez : « *Un homme n'a le droit d'en regarder un autre de haut que pour l'aider à se relever* »⁵⁸

Il y a quatre ans encore, nous faisons partie des personnes qui se rendaient à des événements dévolus à la précarité et au développement durable en se demandant si l'équation entre ces deux phénomènes était concevable et si oui à quelles conditions. Nous y rencontrions des personnes intéressantes issues de l'associatif. On s'alimentait réciproquement, on pointait les mêmes problématiques mais nous en ressortions avec plus de questions que de réponses, avec plus de frustrations que de satisfactions. On ne se savait toujours pas comment s'y prendre pour réaliser le lien entre précarité et durabilité, ni même si ce lien intéressait d'autres personnes que celles qui se réunissaient lors de ces événements.

Aujourd'hui nous faisons partie de ceux qui savent que cette équation est possible. Aujourd'hui nous sommes en mesure de fournir des réponses et on a une idée de la manière dont nous pourrions nous y prendre pour monter un projet citoyen qui a pour ambition de s'intégrer dans la transition écologique et solidaire. Et ce qu'on sait aussi, c'est que ce type de projets intéresse de nombreuses per-

58

DESHÉDIN C., « INFOX : attention à la fausse lettre d'adieu de Gabriel Garcia Marquez », *W Wallonica*, 12 mai 2022, [en ligne :] <https://wallonica.org/blog/2022/05/12/infos-attention-a-la-fausse-lettre-dadieu-de-gabriel-garcia-marquez/?fbclid=IwAR28VTEffbDRzXMyR3qELg63qZVeyBgQgeUsFdlYel1k46mXbqHL52wimBg>, consulté le 21/09/2023.

sonnes. Il y a un terreau favorable à l'émergence de beaux projets, des personnes qui sont prêtes à s'y investir, du côté des transitionneurs comme du côté de personnes en situation précaire. Cela valait donc la peine d'y travailler.

Toute cette étude vient de démontrer que la mixité sociale est possible pour autant qu'on construise des projets qui soient solidaires surtout et écologiques aussi. C'est le cas des bibliothèques d'objets et de vélos, c'est le cas des potagers collectifs et des repair cafés que l'on vous laisse découvrir dans la publication dévolue aux projets inspirants.

ANNEXE

Liste des communes disposant d'un PCS – Plan de Cohésion Sociale.

Ville/commune	Site Internet PCS
Aiseau-Présles	https://www.aiseau-presles.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-pcs-animation-citoyennete
Amay	https://www.amay.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Andenne	https://www.andenne.be/entity/services-de-cohesion-sociale/
Anderlues	https://www.anderlues.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Anhéé	http://www.anhee.be/commune/services-communaux/liste-des-services/cohesion-sociale/plan-de-cohesion-sociale-2020-2025/plan-de-cohesion-sociale-2020-2025
Ans	http://www.ans-commune.be/ma-commune/services-communaux/social-3emeage-sante
Antoing	https://www.antoing.net/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-1
Arlon	https://www.arlon.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-2
Assesse	https://www.assesse.be/fr/ma-commune/social/cpas/plan-de-cohesion-sociale
Ath	https://www.ath.be/ma-commune/services-communaux/cohesion-sociale/infos-de-contact/infos-de-contact
Attert	https://www.attert.be/p-c-s
Aubange	https://www.aubange.be/joomla3/index.php/administration/cohesion-sociale
Awans	https://www.awans.be/commune/services-communaux/social
Aywaille	https://www.awaille.be/fr/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-1
Bassenge	https://www.bassenge.be/theme1/le-plan-de-cohesion-sociale
Bastogne	https://www.bastogne.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Beaumont	https://beaumont.be/Plan-de-cohesion-sociale-1076
Beaurailing	https://www.beaurailing.be/ma-commune/vie-sociale/service-de-prevention-daccompagnement-et-de-cohesion-sociale
Beauvechain	http://www.beauvechain.eu/ma-commune/services-communaux/cohesion-sociale-sport
Beloeil	https://www.beloeil.be/2020-05-27-12-51-08/le-social/le-service-des-affaires-sociales/plan-de-cohesion-social.html
Bernissart	https://www.bernissart.be/index.php/accueil/service-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Bertrix	https://www.bertrix.be/fr/annuaire/administration-communale/c-p-a-s/les-services-sociaux/plan-de-cohesion-sociale
Beyne-Husay	www.beyne-husay.be/fr/nos-services/cohesion-sociale
Bievre	http://www.bievre.be/page/service-plan-de-cohesion-sociale-pcs.html
Binche	https://www.binche.be/fr/annuaire/administration-communale/plan-de-cohesion-sociale
Blegny	https://www.blegny.be/plan-de-cohesion-sociale/#1573135230253-72c156e7-d576
Bouillon	https://www.bouillon.be/ma-commune/citoyennete/cohesion-sociale
Boussu	https://www.boussu.be/vie-sociale/plan-de-cohesion-sociale-1
Braine-le-Château	https://www.braine-le-chateau.be/ma-commune/services-communaux/jeunesse-et-cohesion-sociale
Braine-le-Comte	http://www.braine-le-comte.be/pages/pcs
Braives	https://www.braives.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Brugelle	https://www.brugelle.be/ma-commune/services-communaux/accueil-telephonique
Brunehaut	https://www.brunehaut.be/971-commune-brunehaut-plan-de-cohesion-sociale-de-brunehaut.html
Celles	http://www.celles.be/fr/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale/
Chapelle-lez-Herlaimont	https://chapelle-lez-herlaimont.be/services/administration/pcs/presentation
Charleroi	https://www.cpascharleroi.be/fr/bottin-social/revitalisation-sociale-des-quartiers/plan-de-cohesion-sociale
Chastre	https://www.chastre.be/ma-commune/services-communaux/service-de-cohesion-sociale
Châtelet	http://www.chatelet.be/notre-ville/les-services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Chaufontaine	https://www.chaufontaine.be/administration/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale/
Chaumont-Gistoux	https://www.chaumont-gistoux.be/votre-commune/social/action-sociale/presentation-du-cpas-1
Chievres	https://www.chievres.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Chimay	https://www.ville-de-chimay.be/ma-ville/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Chiny	https://chiny.be/administration/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Ciney	http://www.ciney.be/Annuaire/personne/272/72/2199
Clavier	www.pcs-condroz.be
Colfontaine	http://www.colfontaine.be/index.php?option=com_content&view=article&id=719&Itemid=248
Comblain-au-Pont	https://www.comblainaupont.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-p-c-s
Comines-Warnton	https://www.villedecomines-warnton.be/fr/ma-commune/services-communaux/p-c-s
Courcelles	https://www.courcelles.eu/commune/services-communaux/service-plan-de-cohesion-sociale
Couvin	https://www.couvin.be/ma-commune/social/pclalinteraction
Dalhem	https://www.dalhem.be/ma-commune/services-communaux/p-c-s
Dinant	http://www.dinant.be/services/administration/prevention
Dison	https://www.dison.be/commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Doische	https://www.doische.be/ma-commune/autres-services/centre-public-daction-sociale/actualites/02-07-notre-commune-est-lance-dans-un-plan-de-cohesion-sociale-cest-quoi-au-juste
Dour	https://www.communedour.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Durbuy	https://Maison-citoyenne-durbuy.com
Ecaussinnes	https://www.ecaussinnes.be/ma-commune/services-communaux/autres-services/pcs/pcs
Enghien	https://www.enghien-edingen.be/fr/ma-ville/services-communaux/service-social-plan-de-cohesion-sociale-p-c-s
Engis	https://www.engis.be/ma-commune/affaires-sociales/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Erquelines	https://www.erquelines.be/ma-commune/social/pcs-relais-citoyen
Esneux	https://www.esneux.be/vie-pratique/plan-de-cohesion-sociale.html?lg=FR
Estaimpuis	http://www.estaimpuis.be/centre-administratif/les-services-2/plan-de-cohesion-sociale/
Estinnes	https://estinnes.be/administration/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale/
Farciennes	https://www.farciennes.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Fauvillers	https://www.fauvillers.be/ma-commune/vie-sociale/plan-de-cohesion-sociale-pcs/
Fémalle	http://citoyen.femalle.be/pages/index/index/id/1461/lang/fr
Féron	https://www.feron.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Fleurus	http://www.fleurus.be/siteFleurus2014/index.php?services-communaux-info=31
Flobecq	http://www.flobecq.be/service-communal/857/cohesion-sociale
Florefe	http://www.florefe.be/theme_commune/grands-projets/plan-de-cohesion-sociale/?searchterm=plan%20coh%C3%A9sion%20sociale
Florennes	https://www.florennes.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-social
Florenville	https://www.florenville.be/ma-ville/social/plan-de-cohesion-sociale
Fontaine-l'Évêque	https://www.fontaine-leveque.be/administration/services/plan-de-cohesion-sociale
Fosses-la-Ville	http://www.fosses-la-ville.be/ma-commune/mon-administration/coordination-sociale
Frameries	https://www.frameries.be/ma-commune/services-communaux/maison-de-la-prevention/maison-de-la-prevention
Frasnes-lez-Anvaing	https://www.frasnes-lez-anvaing.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Froidchapelle	https://www.froidchapelle.be/ma-commune/services-communaux/pcs
Gembloux	https://www.gembloux.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-ec
Genappe	https://www.genappe.be/commune/administration/services-communaux/social/plan-de-cohesion-sociale
Gerpinnes	https://www.gerpinnes.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Gesves	http://www.gesves.be/?s=coh%C3%A9sion+sociale
Gouvy	https://www.gouvy.be/ma-commune/petitenfance-et-jeunesse/soutien-scolaire
Grâce-Hollogne	https://www.grace-hollogne.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Habay	https://www.habay.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-habay-tintigny
Hamois	https://www.hamois.be/vie-communale/social/cpas/le-plan-de-cohesion-sociale?searchterm=plan+de+coh%C3%A9sion
Ham-sur-Heure	https://www.ham-sur-heure-nalines.be/la-commune/la-famille/plan-de-cohesion-sociale
Hannut	https://www.hannut.be/services-aux-citoyens/services-administratifs/affaires-sociales/
Hashtièrre	https://www.hashtiere.be/epub/index.htm#page/22307
Havelange	https://www.havelange.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Herstal	https://www.herstal.be/ma-ville/social/plan-de-cohesion-sociale
Herve	https://www.herve.be/herve/information/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Honnelles	https://www.honnelles.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Hotton	http://www.hotton.be/commune/services-communaux/secretariat-et-communication/cohesion-sociale
Houyet	https://houyet.be/ma-commune/contact/
Huy	https://www.huy.be/ma-commune/affaires-sociales-et-sante/cohesion-sociale
Incourt	https://www.incourt.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Ittre	https://www.ittre.be/ma-commune/autres-institutions/plan-de-cohesion-sociale
Jalhay	https://www.jalhay.be/administration/cpas/le-plan-de-cohesion-sociale/
Jemeppe-sur-Sambre	https://www.jemeppe-sur-sambre.be/commune/services-communaux/pcs/pcs-presentation
Jodoigne	https://www.jodoigne.be/jodoigne/information/plan-de-cohesion-sociale
Juprelle	http://www.juprelle.be/WEBSITE/BEFR/05/Administration01.php
Jurbise	https://www.jurbise.be/ma-commune/services-communaux/directeur-general/directeur-general
La Bruyère	https://www.labruyere.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-et-service-aux-aines

Ville/commune	Site Internet PCS
La Hulpe	https://www.lahulpe.be/ma-commune/services-communaux/social/plan-de-cohesion-sociale
La Louvière	https://www.lalouviere.be/ma-ville/services-communaux/action-de-prevention-et-de-citoyennete/plan-de-cohesion-sociale-pcs/plan-de-cohesion-sociale
Léglise	https://www.communeleglise.be/autres-services/cpas/
Lens	https://cpaslens.be/le-plan-de-cohesion-sociale-pcs/
Les-Bons-Villiers	http://www.les-bons-villiers.be/ma-commune/services-communaux/cohesion-sociale
Lessines	https://www.lessines.be/ma-ville/services-communaux/affaires-sociales/jeunes
Leuze-en-Hainaut	www.leuze-en-hainaut.be
Libin	https://www.libin.be/plan-de-cohesion-sociale
Libramont-Chevigny	https://www.libramontchevigny.be/ma-commune/social/cpas/actualites/plan-de-cohesion-sociale
Liège	https://www.liege.be/fr/vie-communale/services-communaux/securite/plan-de-cohesion-sociale
Lierneux	https://lierneux.be/vivre-a-lierneux/plan-de-cohesion-sociale/
Limbourg	https://www.ville-limbourg.be/page,CPAS-PCS-Plan-de-cohesion-sociale-Contacts,144.html
Lincent	https://www.lincent.be/vie-pratique/plan-de-cohesion-sociale
Lobbes-Merbes-le-Château	http://www.lobbes.be/vie-sociale/plan-de-cohesion-sociale/contacts/83-stephanie-adant-pcs.html
Malmédy	http://www.malmedy.be/fr/Administration/Services-communaux/affaires-sociales.html
Manage	https://www.manage-commune.be/social/plan-de-cohesion-sociale
Marche-en-Famenne	www.marche.be/social/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Marchin	https://www.marchin.be/la-commune/action-sociale/pcs-plan-de-cohesion-sociale/elise-cornelis
Martelange	https://www.martelange.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale/plan-de-cohesion-sociale
Mettet	http://www.mettet.be/commune/vie-administrative/plan-de-cohesion-sociale-1
Mormignies	https://www.mormignies.be/commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Mons	http://www.pcs-mons.be/
Montigny-le-Tilleul	https://www.montigny-le-tilleul.be/ma-commune/social/cpas
Morianwelz	https://www.morianwelz.be/commune/social/plan-de-cohesion-sociale/PPP
Mouscron	https://www.mouscron.be/fr/ma-ville/administration/affaires-sociales
Namur	https://www.namur.be/fr/ma-ville/social/cohesion-sociale/pcs-pssp/pcs
Neufchâteau	https://www.neufchateau.be/fr/ma-ville/services-communaux/cohesion-sociale
Neupré	https://www.neupre.be/neupre/information/objectif-du-plan-de-cohesion-sociale
Nivelles	https://nivelles.be/la-ville/services-administratifs/services-communaux/guichet-social.html
Onhaye	https://www.onhaye.be/commune/services-administratifs/plan-de-cohesion-sociale
Orp-Jauche	https://www.orp-jauche.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Ottignies-Louvain-la-Neuve	https://www.olin.be/fr/ma-ville/services-au-public/cohesion-prevention-sociales/cellule-cohesion-sociale
Oupeye	https://www.oupeye.be/mon-cpas/les-horaires/maison-de-quartier-josette-michaux/plan-de-cohesion-sociale-p-c-s
Paliseul	http://www.paliseul.be/ma-commune/social/la-cohesion-sociale
Pecq	https://www.pecq.be/vie-administrative/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Pepinster	https://www.pepinster.be/Plan_cohesion.html
Péruwelz	http://www.peruwelz.be/page/contenu/118/plan-de-cohesion-sociale
Philippeville	https://www.philippeville.be/le-plan-de-cohesion-sociale
Plombières	https://www.plombieres.be/fr/ma-commune/services-communaux/pcs
Pont-à-Celles	https://www.pontacelles.be/services/pcs/
Quaregnon	https://www.quaregnon.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Quevy	https://quevy.preprod.imio.be/ma-commune/social
Quevrain	https://cpas.quevrain.be/index.php?categorie=social&id_articles=22
Ramillies	http://www.ramillies.be/cpas-social-sante/site_du_cpas/plan-de-cohesion-sociale-ramillies
Rebecq	https://www.rebecq.be/ma-commune/services-communaux/cohesion-sociale
Rixensart	http://dcl.rixensart.be/pole-cs/pcs/
Rochefort	https://www.rochefort.be/commune/services/pcs
Rumes	https://www.rumes-online.be/vie-administrative/les-services/plan-de-cohesion-sociale.html
Sainte-Ode	https://www.sainte-ode.be/ma-commune/autres-services/plan-de-coh%C3%A9sion-sociale/
Saint-Georges-sur-Meuse	https://www.saint-georges-sur-meuse.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Saint-Ghislain	https://www.saint-ghislain.be/
Saint-Hubert	https://www.saint-hubert.be/pcs-plan-de-cohesion-social/
Saint-Léger	https://www.saint-leger.be/ma-commune/autres-services/cpas
Saint-Nicolas	https://www.saint-nicolas.be/vie-communale/services-communaux/espace-jeunesse
Sambreville	https://www.sambreville.be/ma-commune/social-sante/plan-de-cohesion-sociale
Seneffe	https://www.seneffe.be/theme_commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Seraing	https://www.seraing.be/les-services-communaux/services-delocalises/prevention/
Silly	https://www.silly.be/ma-commune/services-administratifs/plan-de-cohesion-sociale
Sivry-Rance	https://www.sivry-rance.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Soignies	https://www.soignies.be/fr/commune/services/cohesion-sociale.html
Sombrefe	https://www.sombrefe.be/ma-commune/services-communaux/cohesion-sociale
Soumagne	https://cpas.soumagne.be/plan-de-cohesion-sociale/
Spa	https://www.villedespa.be/ma-ville/polesocial/cpas/nos-services/services-sociaux/plan-de-cohesion-sociale
Sprimont	https://www.sprimont.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Stavelot	http://www.stavelot.be/index.php?url=fr/vie-administrative/l-administration/les-services-communaux/plan-de-cohesion-sociale-pcs-/
Tellin	https://www.tellin.be/commune/services-publics/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Tenneville	http://www.tenneville.be/WEBSITE2/BEFR/02/Administration12.php
Theux	https://www.theux.be/fr/ma-commune/services-communaux/jeunesse-enfance-prevention-sante
Thimister-clermont	https://www.thimister-clermont.be/commune/services-communaux/pcs
Thuin	https://www.thuin.be/ma-ville/social/plan-de-cohesion-sociale
Tournai	https://www.tournai.be/services-aux-citoyens/services-communaux-2.html
Trooz	https://www.trooz.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Tubize	https://www.tubize.be/administration-vie-communale-tubize/service-vie-citoyenne-communication
Vaux-sur-Sure	https://www.vaux-sur-sure.be/commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Verlaine	https://www.verlaine.be/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale-pcs-1
Verviers	https://www.verviers.be/ma-ville/administration/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Vielsalm	https://www.vielsalm.be/ma-commune/services-communaux/plan-de-cohesion-sociale
Villers-la-Ville	https://www.villers-la-ville.be/administration/services-communaux/affaires-sociales-pensions-agriculture-aines
Villers-le-Bouillet	https://www.villers-le-bouillet.be/ma-commune/vie-sociale/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Viroinval	Plan de Cohésion Sociale — Commune de Viroinval
Virton	http://www.virton.be/Plan-de-Cohesion-Sociale-
Visé	http://www.vise.be/espace-vie-sociale/echevinat-de-la-famille-et-de-la-citoyennete/plan-de-cohesion-sociale-pcs
Vresse-sur-Semois	https://www.vresse-sur-semois.be/fr/ma-commune/social/pcs
Walcourt	https://www.walcourt.be/le-plan-de-cohesion-sociale/
Walhain	https://www.walhain.be/ma-commune/social/cpas/plan-de-cohesion-sociale/pour-une-commune-encore-plus-dynamique-le-plan-de-cohesion-sociale
Wanze	https://www.wanze.be/commune/social/affaires-sociales/plan-de-cohesion-sociale-1
Waremmé	https://www.waremme.be/ma-ville/social/plan-de-cohesion-sociale
Wasseiges	http://www.wasseiges.be/loisirs/pcs
Wavre	https://www.wavre.be/le-plan-de-cohesion-sociale
Welkenraedt	https://www.welkenraedt.be/commune/social/plan-de-cohesion-sociale
Wellin	https://www.wellin.be/ma-commune/social/cpas/le-plan-de-cohesion-sociale
Yvoir	https://www.yvoir.be/fr/ma-commune/social/plan-de-cohesion-sociale

DEGUELLE Salomé et DUBOIS Karin, *Vers une transition écologique et solidaire. Faire sauter les freins. Répondre aux besoins des transitionneurs et des personnes en situation précaire*, Bruxelles : CPCP, Étude n°43, 2023, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/trans-ecolo-solid-2>.

Désireux d'en savoir plus !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Vous envisagez de créer un projet citoyen qui a du sens, qui s'inscrit dans la transition écologique mais qui envisage aussi une dimension solidaire pour que chacun y trouve sa place, notamment les personnes en situation précaire. Car finalement l'environnement et le climat, ça nous concerne tous. Mais comment s'y prendre ? La tâche est ambitieuse et ardue. C'est pourquoi ce guide vous propose toute une série de conseils ; sur les projets à organiser, les canaux de communication à privilégier, les manières de co-construire des projets ou de parler d'environnement, sur les diverses pistes à explorer pour lever les obstacles qui empêchent les plus fragiles d'entre nous d'accéder aux projets citoyens et enfin sur le financement de ces projets.

Tous ces conseils sont le fruit de recherches qui ont été menées après avoir interrogé des transitionneurs et des personnes vivant une forme de précarité sur leurs expériences, motivations et besoins. Nous espérons grâce à ce guide pouvoir vous faire avancer dans vos réflexions et vos recherches.

Citoyenneté & Participation

Avenue des Arts, 50/6 – 1000 Bruxelles

02 318 44 33 | info@cpcp.be

www.cpcp.be | www.facebook.com/CPCPasbl

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement libre :
www.cpcp.be/publications/